

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS	ANNONCES ET AVIS DIVERS
<p>Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque.</p> <p>Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.</p> <p>Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs</p>	<p>VOIE NORMALE</p> <p>Six mois Un an</p>	<p>VOIE AERIEENNE</p> <p>Six mois Un an</p>
	<p>Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f 31.000f.</p> <p>Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. - - 20.000f. 40.000f</p> <p>Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f</p> <p>Prix du numéro Année courante 600 f Année ant. 700f.</p> <p>Par la poste : Majoration de 130 f par numéro</p> <p>Journal légalisé 900 f - Par la poste -</p>	<p>La ligne 1.000 francs</p> <p>Chaque annonce répétée... Moitié prix</p> <p>(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).</p> <p>Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520790 630/81</p>

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

L O I

2022
27 mai Loi n° 2022-19 portant loi de finances rectificative pour l'année 2022 591

PARTIE OFFICIELLE

L O I

Loi n° 2022-19 du 27 mai 2022 portant loi de finances rectificative pour l'année 2022

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du vendredi 20 mai 2022 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE. - *DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT*

Article premier. - Les dispositions des articles premier, 2, 5, 11, 12 et 13 de la loi n° 2021-42 du 20 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

TITRE PREMIER. - *DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT*

A - Dispositions relatives aux ressources

Article premier modifié. - Prévision et autorisation des recettes du budget général

I - Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2022, à la somme de 3.232.117.000.000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II - Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2022, à 266.000.000.000 de FCFA.

III - Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative à 3.498.117.000.000 de FCFA.

Article 2 modifié. - Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

I- Pour l'année 2022, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1.963.877.116.825 FCFA. Mis à part le surplus de financement, les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 1.843.177.116.825 de FCFA.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

B - Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

Article 5 modifié. - Les dépenses du budget général

I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, est fixé à 4.553.194.116.825 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions : 350.000.000.000 de FCFA ;
- Dépenses de personnel : 1.037.000.000.000 de FCFA ;
- Biens et services et transferts courants : 1.412.403.000.000 de FCFA ;
- Investissement exécutés par l'Etat : 947.673.023.124 de FCFA ;
- Transferts en capital : 806.118.093.701 de FCFA.

II - Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 7.525.898.450.520 de FCFA.

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III- Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat d'un montant de 1.037.000.000.000 de FCFA.

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

Article 11 modifié. - Evaluation des charges de trésorerie

Pour la présente loi de finances rectificative, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1.963.877.116.825 de FCFA.

TITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 12 modifié. - Equilibre budgétaire et financier

I - Pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après :

RUBRIQUE S	LFI 2022	LFR 1 2022	ECART LFR 1 2022/LFI 2022	
I. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	3 025,0	3 052,1	27,1	0,9%
TUR	40,0	53,0	13,0	32,5%
Remboursement créances SAR		48,9	48,9	
Convention Etat/Sécuriport		5,2	5,2	
Recettes non fiscales et autres	140,0	180,0	40,0	28,6%
dont CDC		40,0	40,0	
Total recettes internes	3 165,0	3 232,1	67,1	2,1%
Tirages sur Dons en capital (projet)	250,0	220,0	- 30,0	-12,0%
Dons budgétaires	46,0	46,0	-	0,0%
Total recettes externes	296,0	266,0	- 30,0	-10,1%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 461,0	3 498,1	37,1	1,1%
RECETTES CST			-	
Comptes affectation spéciale	127,5	127,5	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
RECETTES CST	149,7	149,7	-	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3 610,7	3 647,8	37,1	1,0%
Intérêts de la dette	350,0	350,0	-	0,0%
Dépenses de personnel	952,0	1 037,0	85,0	8,9%
Acquisitions de biens et services et transferts c	1 170,7	1 412,4	241,7	20,6%
dont Augmentation capital SAR		48,9	48,9	
dont Subvention Energie		150,0	150,0	
dont Convention Etat/Sécuriport		5,2		
Total dépenses courantes	2 472,7	2 799,4	326,7	13,2%
Dépenses capital sur ress. internes	942,3	1 018,8	76,5	8,1%
dont FERA	40,0	53,0	13,0	32,5%
Investissements sur ressources externes	830,0	735,0	- 95,0	-11,4%
Total dépenses d'investissement	1 772,3	1 753,8	- 18,5	-1,0%
DEPENSES BUDGET GENERAL	4 245,0	4 553,2	308,2	7,3%
Comptes affectation spéciale	127,5	127,5	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
DEPENSES CST	149,7	149,7	-	0,0%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	4 394,7	4 702,9	308,2	7,0%
Solde budgétaire global	- 784,0	- 1 055,1	- 271,1	34,6%
% PIB Déficit	-4,8%	-6,23%		
PIB NOMINAL	16 473,3	16 922,4		

II- Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal pour un montant total de 2 109 177 116 825 de FCFA. Ces opérations pourront être contractées soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

Article 13 modifié. - Approbation du tableau de financement

Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur.

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2022	LFR 1 2022	ECART LFR 2022/LFI 2022	
<i>Amortissement de la dette</i>	804,3	853,8	49,5	6,2%
<i>Financement déficit</i>	784,0	1 055,1	271,1	34,6%
<i>Autres opérations de financement</i>	25,0	25,0	-	0,0%
<i>Crédit hôtelier</i>	10,0	10,0	-	
<i>Fonds de stabulation (FONSTAB)</i>	2,0	2,0	-	
<i>Participations financières</i>	10,0	10,0	-	
<i>Fonds</i>	3,0	3,0	-	
<i>Déficit OPEX</i>	30,0	30,0	-	
Total remboursement	1 643,3	1 963,9	320,6	19,5%
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	580,0	515,0	- 65,0	-11,2%
<i>Surfinancement prévisionnel à r</i>	232,5	120,7	- 111,8	-48,1%
<i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux (DTS)</i>	50,0	50,0	-	0,0%
<i>Emprunts programmes</i>	107,0	361,0	254,0	237,4%
<i>Autres emprunts</i>	723,8	967,2	243,4	33,6%
Total tirages	1 643,3	1 963,8771168250	320,6	19,5%
Déficit	- 784,0	- 1 055,1	- 271,1	34,6%
PIB	16 473,3	16 922,4		
Déficit	-4,8%	-6,23%		

DEUXIEME PARTIE. - *REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES
ET DISPOSITIONS DIVERSES*

Art. 2. - Les dispositions des articles 14, 16 et 17 de la loi n° 2021-42 du 30 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 sont abrogées et remplacées par celles des articles cités ci-dessous.

Par ailleurs, cette partie intègre de nouvelles dispositions relatives à la ratification d'un décret d'avance, à la création de comptes d'affectation spéciale et à l'insertion de dispositions modifiant le Code général des Impôts.

TITRE PREMIER. - *DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS
DES PROGRAMMES ET DOTATIONS*

A - CREDITS DES PROGRAMMES

B. 1 Programmes du Budget général

Article 14 modifié. - Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 6.629.841.168.818 de FCFA et 3.696.104.380.487 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

B - CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

Article 16 modifié. - Dotations des institutions

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 165.240.796.279 de FCFA et 158.301.110.699 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses.

Article 17 modifié. - Dotation des charges communes

Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2022 au titre des charges communes est fixé à la somme de 380.816.485.427 de FCFA.

Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 348.788.625.639 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses.

TITRE II. - *DISPOSITIONS DIVERSES*

Cette partie intègre de nouvelles dispositions allant des articles 25 à 84.

Article 25. - Ratification d'un décret d'avance

Est ratifié le décret d'avance n° 2022-860 du 14 avril 2022 portant constatation de recettes et d'ouverture de crédits au budget général de l'Etat au titre de l'exercice 2022.

Article 26. - Création de comptes d'affectation spéciale

Il est ouvert, les comptes d'affectation spéciale suivants :

- Fonds de stabilisation ;
- Fonds intergénérationnel.

ARTICLES 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83 et 84 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE GENERAL DES IMPOTS

Article 27.- Les dispositions du point 2 de l'article 322 du Code susvisé sont abrogées.

Article 28.- Les dispositions du second alinéa du 7 de l'article 9 sont ainsi modifiées :

« **Article. 9.-**

7)

Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur des impôts déductibles, leur montant entre dans les produits de l'exercice au cours duquel l'entreprise est avisée de ces dégrèvements ; »

Article 29. - Les dispositions du 4 de l'article 11 du Code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« **Article 11.** -

4) les frais d'inspection ou de révisions majeures supportés dans les conditions fixées à l'annexe III du présent Livre par les entreprises de navigation maritime agréées par décision du Ministre chargé des Finances.»

Article 30. - Les dispositions des articles 122, 128 et 132 du Code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« **Article 122.** - Le bénéfice imposable des contribuables assujettis au titre du régime du réel normal et du réel simplifié est déterminé, sauf dispositions contraires, dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

« **Article 128.** - Le résultat imposable des contribuables soumis au régime du bénéfice réel normal est déterminé dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

« **Article 132.** - Le résultat imposable des contribuables soumis au régime du réel simplifié est déterminé dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

Article 31. - Au point 3 de l'article 91, au point 7 de l'article 105 et au point 11 de l'article 402, le terme « Caisse nationale de Crédit agricole du Sénégal » est remplacé par « La Banque Agricole ».

Article 32. - Les mots « exemptions », « exempté », « exemptée » ou « exemptés » utilisés à l'article 85, au titre du III qui précède l'article 91, à l'article 94, au titre II qui précède l'article 104, au titre qui précède l'article 271 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 275, à l'article 278, au titre qui précède l'article 284 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 286, au second alinéa de l'article 287, au premier alinéa de l'article 288, à l'article 289, au titre qui précède l'article 298 et au premier alinéa dudit article, à l'article 299, au point 7 de l'article 314, au titre qui précède l'article 322 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 323, au titre qui précède l'article 324 et au premier alinéa dudit article sont, selon le cas, remplacés par les mots « exonérations », « exonéré », « exonérées » ou « exonérés ».

Article 33. - Le terme « SYSCOA » utilisé au b. du 5 de l'article 11.5 et au dernier alinéa de l'article 250 du Code susvisé est remplacé par le terme « SYSCOHADA ».

Article 34. - Au point 7 de l'article 271 du Code susvisé, le mot « aveugles » est remplacé par le mot « non-voyants ».

Article 35. - Au premier alinéa des articles 275, 283, 296, 308, 309, 310, 319, aux points 1, 2 et 3 de l'article 285, aux articles 309, 314, 319 et au point 1° de l'article 466, le terme « collectivités locales » est remplacé par « collectivités territoriales », celui de « commune ou communauté rurale » à l'article 308 est remplacé par « commune », et celui de « taxe » au dernier alinéa de l'article 292 du Code susvisé, est remplacé par « contribution ».

Article 36. - L'intitulé de la Sous-section 4 de la Section VI du Chapitre I du Livre II du Code susvisé « Déductions » est remplacé par « Régularisation, Remboursement ou Imputation en matière de TVA ».

Article 37. - Au premier alinéa de l'article 474 du Code susvisé le terme « tribunal régional » est remplacé par « Tribunal de grande Instance ».

Article 38. - Le premier alinéa de l'article 511 du Code susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 511.- Le paiement du droit proportionnel prévu par le V de l'article 472, lorsqu'il excède 5 millions de francs, peut sur la demande de la société débitrice, être acquitté en trois versements égaux. Le premier versement est seul acquitté lors de l'enregistrement de l'acte. Les autres fractions, majorées de l'intérêt au taux légal, sont exigibles d'année en année et doivent être payées dans les trente jours qui suivent chaque échéance annuelle. »

Article 39. - Les dispositions de l'article 666 du Code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« **Article 666.** - Les amendes prévues à la présente section sont constatées par procès-verbal, dans les conditions fixées aux articles 613 et 614. »

Article 40. - Le c) du III de l'article 667 est modifié ainsi qu'il suit :

« **Article. 667.** -

III.

c) Le défaut de réponse ou la réponse partielle à la mise en demeure prévue au 3 de l'article 638 et au point 2 de l'article 639 entraîne l'application pour chaque exercice vérifié, d'une amende égale à 0,5% du montant des transactions concernées par les documents ou compléments qui n'ont pas été mis à la disposition de l'administration après mis en demeure ».

Article 41. - Les dispositions du dernier alinéa de l'article 144 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 144.** -

Tout assujetti est tenu, dans son établissement, de présenter cette formule, lorsqu'il est requis par les maires, préfets, sous-préfets et fonctionnaires dûment commissionnés des impôts, du Trésor ou de la Douane. »

Article 42. - Les dispositions du dernier alinéa du point 1 de l'article 174 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 174.**

1.-

Toutefois, le montant de l'impôt ne peut excéder 43 % du revenu imposable. »

Article 43. - Les dispositions du premier alinéa de l'article 258 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 258.** -

Les contribuables qui, directement ou indirectement, versent à des personnes dont elles ne révèlent pas l'identité, des commissions, courtages, ristournes commerciales ou non, gratifications et toutes autres rémunérations, sont assujetties à l'impôt sur le revenu à raison du montant global de ces sommes. La taxation est établie sous une cote unique et porte chaque année sur les sommes payées au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés. »

Article 44. - Les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 272 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 272.** -

L'impôt est dû pour l'année entière au lieu de la résidence habituelle du contribuable, en raison des faits existant au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Lorsque par suite de changement de résidence, un contribuable se trouve imposé dans deux localités, il ne doit l'impôt que dans la localité où il se trouvait au 1^{er} janvier. Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de l'impôt du minimum fiscal, ainsi que les erreurs commises dans l'application des tarifs, peuvent être réparées dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627. »

Article 45. - Les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 281 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 281.** -

Les régularisations faites par l'employeur sont assurées lors du dernier versement effectué au titre de l'année considérée, en tenant compte du salaire de l'employé, y compris les avantages en nature payés au cours de ladite année.

Les régularisations effectuées par l'administration sont assurées au moyen de titres de perception, en tenant compte du revenu brut du contribuable disposant de revenus salariaux, y compris les avantages en nature ; les impositions sont établies au nom dudit contribuable.

Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de la taxe représentative de l'impôt du minimum fiscal, ainsi que les erreurs commises dans l'application du tarif, peuvent être réparées dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627. »

Article 46. - Les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 309 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 309.** -

La commission est présidée par un représentant élu de la collectivité territoriale et comprend de cinq à huit commissaires suivant la taille de la collectivité. Les commissaires sont désignés par le Chef du service des impôts territorialement compétent, à partir d'une liste de noms établie par le président élu de la collectivité. La liste comporte le double du nombre des personnes prévues pour siéger à la commission. Les personnes dont les noms figureront sur la liste seront choisies parmi les responsables de quartier ou de village de la collectivité territoriale. »

Article 47. - Les dispositions du point 13 de l'article 468 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 468.** -

13. Pour les adjudications de biens immeubles, le droit est liquidé sur la valeur vénale réelle de l'immeuble lorsque celle-ci est supérieure au prix d'adjudication, augmenté des charges en capital.

En ce qui concerne les ventes aux enchères publiques de meubles, le droit est perçu sur le montant total des recettes indiquées dans le procès-verbal des séances. »

Article 48. - Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 635 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 635.** -

Lorsqu'ils ne sont pas soumis à des règles et plans comptables spécifiques, les contribuables doivent tenir des documents et une comptabilité conforme aux règles et plans comptables définis par l'Acte Uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relatif au droit comptable et à l'information financière. »

Article 49. - Les dispositions du point 2 de l'article 31 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 31.** -

2. Les entreprises et organismes relevant du cadre comptable dénommé SYSCOHADA doivent joindre les documents comptables visés par l'article 8 de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relatif au droit comptable et à l'information financière, sous les réserves prévues aux articles 11 et 13 dudit Acte uniforme, à savoir :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- le tableau de flux de trésorerie ;
- les notes annexes. »

Article 50. - Le titre de l'article 77 du Code susvisé est modifié comme suit :

« **Article 77.** - Renonciation à l'option »

Article 51. - Les dispositions du point 15 de l'article 167 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 167.** -

15. - les cotisations relatives à l'assurance maladie dans la mesure où elles n'excèdent pas 10% du revenu brut salarial. »

Article 52. - Les dispositions des points 1 et 2 de l'article 173 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 173.** -

3. Pour le calcul de l'impôt, le revenu imposable, arrondi au millier de franc inférieur, est soumis au barème progressif suivant :

Tranche	Taux
0-630 000	0%
630 001 - 1 500 000	20%
1 500 001 - 4 000 000	30%
4 000 001 - 8 000 000	35%
8 000 001 - 13 500 000	37%
13 500 001 - 50 000 000	40%
+ 50 000 000	43%

Par dérogation aux dispositions du 1, en ce qui concerne les revenus de capitaux mobiliers, il est fait application d'une retenue à la source aux taux suivants :

- 25% pour les plus-values prévues au c) du 1) de l'article 156 et au 2 de l'article 259 du CGI lorsque les profits sont réalisés par l'intermédiaire d'une société ou d'un organisme de gestion des capitaux mobiliers domicilié au Sénégal.

Dans tous les autres cas, les plus-values ou les profits résultant des cessions valeurs mobilières réalisés ou taxables au Sénégal doivent être déclarés par le bénéficiaire dans les conditions prévues au 6° de l'article 31 du présent Code.

- 10 %, pour les produits des actions, parts sociales et parts d'intérêts des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés ;

- 13 %, pour les revenus d'obligations ;

Toutefois, pour les revenus des obligations, à échéance d'au moins cinq ans, émises au Sénégal, le taux est porté à 6 %.

- 15 %, pour les lots ;

- 16 %, pour les autres revenus de capitaux mobiliers, notamment les jetons de présence et autres rémunérations d'administrateurs ainsi que les revenus des créances, dépôts et cautionnements.

Ce taux est ramené à 8 % pour les intérêts, arrérages et autres produits des comptes de dépôts et des comptes courants visés à l'article 101 ouverts dans les comptes d'une banque, d'un établissement de banque, des systèmes financiers décentralisés, de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'un agent de change, d'un courtier en valeurs mobilières, d'une société holding satisfaisant aux conditions de l'article 23 et des comptables du trésor, quelle que soit la date de l'ouverture des comptes.

Pour les intérêts des bons de caisse, nominatifs ou au porteur, la retenue à la source est fixée à 20 %, libératoire de tous impôts. »

Article 53. - Les dispositions du point 2 de l'article 223 du Code susvisé sont modifiées comme suit comme suit :

« **Article 223.** -

2. dans les 20 premiers jours du mois de janvier de chaque année, pour les produits échus au cours de l'année précédente en ce qui concerne les obligations, emprunts et autres valeurs dont le revenu est fixé et déterminé à l'avance. Il en est de même des revenus d'obligation dont le montant n'est pas fixé à l'avance ; »

Article 54. - Les dispositions des points 1, 4 et 6 de l'article 284 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 284.** -

1. les terrains non cultivés employés à un usage professionnel lorsqu'ils sont occupés par une personne autre que le propriétaire ;

4. les installations destinées à abriter des personnes ou des biens ou à stocker des produits ainsi que les ouvrages en maçonnerie présentant le caractère de véritables constructions ;

6. les terrains cultivés ou non, utilisés pour la publicité commerciale ou industrielle, par des panneaux réclames, affiches-écrans ou affiches sur portatif spécial, établis autour de toute agglomération de maisons ou de bâtiments lorsqu'ils sont occupés par une personne autre que le propriétaire ; »

Article 55. - Les dispositions des points 11 de l'article 285 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 285.** -

11. les terrains, locaux et installations à usage professionnel inscrits à l'actif du bilan des entreprises effectivement soumises à la contribution économique locale sur ces biens. »

Article 56. - Les dispositions du point 1 de l'article 286 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 286.** -

Les entreprises titulaires de titres de recherche de substances minérales, d'une autorisation de prospection ou d'exploration d'hydrocarbures sont, pendant toute la durée de validité desdits titres de recherche ou autorisations et de leurs renouvellements, dans le cadre strict de leurs opérations de recherche, exonérées de la contribution foncière des propriétés bâties. L'exonération ne s'applique pas aux immeubles à usage d'habitation. »

Article 57. - Les dispositions des points 1 et 2 de l'article 298 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 298.** -

Sont exonérés de la contribution :

1. les terrains appartenant à l'Etat et aux collectivités territoriales qui, bien que non affectés à un service public, ne sont pas productifs de revenus, les pépinières et jardins créés par l'Administration ou par les sociétés d'intérêt collectif agricole, dans le but de sélection et d'amélioration des plants ;

2. les terrains affectés à un usage commercial ou industriel inscrits à l'actif du bilan des entreprises effectivement soumise à la contribution économique locale sur ces biens. »

Article 58. - Les dispositions du point 3 de l'article 306 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 306.** -

3. Les terrains exonérés de la contribution foncière des propriétés non bâties en vertu des dispositions des articles 298 et 299, le sont également en matière de surtaxe des terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis. »

Article 59. - Les dispositions du point 6 de l'article 314 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 314.** -

6. Pour les omissions et inexactitudes ayant pour effet de minorer la valeur locative ou la valeur vénale servant de base pour le calcul de l'impôt foncier, la pénalité est calculée suivant les modalités définies à l'article 671. »

Article 60. - Les dispositions des points 1 et 8 de l'article 322 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 322.** -

Sont exonérés de la contribution économique locale :

1) l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes publics exerçant des activités à caractère administratif ou professionnel et sans but lucratif. Sont toutefois passibles de la contribution économique locale, les établissements publics et organismes, de l'Etat ou des collectivités territoriales, exerçant une activité à caractère industriel ou commercial ou poursuivant un but lucratif ;

8) les établissements scolaires privés d'enseignement général, technique et professionnel légalement constitués. »

Article 61. - Les dispositions du point 1 de l'article 323 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 323.** -

1. Les entreprises titulaires de titres de recherche de substances minérales ou pétrolières sont, pendant toute la durée de validité du titre et de ses renouvellements, exonérées de la contribution économique locale. »

Article 62. - Les dispositions du point 2 de l'article 335 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 335.** -

2. Les entreprises régies par la loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés sont exonérées de la contribution sur la valeur ajoutée. »

Article 63.- Les dispositions des items 5) et 26) de l'article 361 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 361. -**

5) Les livraisons d'eau et d'électricité fournies à un foyer dont la consommation n'excède pas la tranche sociale fixée suivant arrêté du Ministre en charge des Finances.

26) Jusqu'au 31 décembre 2026, les livraisons et importations de matériels agricoles, les aménagements et les prestations de services agricoles dont la liste est fixée par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre en charge de l'Agriculture. Les personnes bénéficiaires de programmes d'investissement agréés de matériel ou d'aménagements agricoles délivrés postérieurement au 1^{er} janvier 2013 et ayant donné lieu à une suspension de taxe sur la valeur ajoutée bénéficient, de droit, de l'exonération prévue par la présente loi. »

Article 64. - Le titre de l'article 376 du présent Code est modifié ainsi qu'il suit :

« **Article 376. -**

Justificatifs des biens ou services ouvrant droit à déduction »

Article 65. - Les dispositions de l'article 400 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 400. -**

Il est institué au profit du budget de l'Etat une taxe sur les activités financières (TAF).

La taxe s'applique à toutes les rémunérations perçues sur les opérations financières réalisées au Sénégal par un assujetti, notamment les commissions, intérêts agios et autres rémunérations perçus sur les crédits, prêts, avances, engagements par signature, tenue de comptes bancaires ou équivalent, transferts d'argent, intermédiation financière ou opération de change, à l'exclusion du mandat postal. »

Article 66. - Les dispositions de l'article 401 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 401. -**

Sont assujettis à la taxe :

1- les banques et établissements financiers agréés au Sénégal, sur les rémunérations de toute opération relevant de l'article 400 ;

2- les personnes physiques ou morales réalisant de l'intermédiation financière, sur les rémunérations d'opérations d'intermédiation financière ;

3- les personnes physiques ou morales réalisant des opérations de transfert d'argent, sur les rémunérations d'opérations de transfert d'argent ;

4- les opérateurs de change, sur les rémunérations d'opérations de change. »

Article 67. - Les dispositions du point 11 de l'article 402 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 402. -**

11. les intérêts et commissions perçus sur les opérations de financement agricole réalisées par la Banque agricole du Sénégal. »

Article 68. - Les dispositions du a) de l'article 413 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 413. -**

b) 50% pour les alcools et liquides alcoolisés.

En ce qui concerne les boissons alcoolisées, il est fait application, quel que soit le contenant, d'une taxe additionnelle déterminée comme suit :

- 2.000 francs par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 6° d'alcool pur et inférieur ou égal à 15° ;

- 6.000 francs par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 15°.

La taxe additionnelle est liquidée sur la base de la teneur en alcool contenue dans chaque litre de boisson. Elle ne s'applique toutefois pas aux vins en vrac destinés à la mise en bouteille et contenus dans des emballages de 200 litres ou plus. »

Article 69. - Les dispositions du point 2 de l'article 556 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 556.** -

4. La taxe est due aux taux de :

- a) 15% sur les cessions de terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis ;
- b) 10% dans tous les autres cas. »

Article 70. - Les dispositions du c) de l'article 589.I du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 589.I.** -

c) de six mois supplémentaires, en cas de découverte, au cours des délais initiaux de douze (12) ou quatre (04) mois, d'une activité occulte ou non déclarée par le contribuable vérifié. »

Article 71. - Les dispositions de l'article 270 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 270.** -

L'impôt du minimum fiscal est perçu au profit des collectivités territoriales. Il est dû par toute personne résidant au Sénégal, âgée d'au moins dix-huit ans, relevant de l'une des catégories ci-dessous :

Catégorie exceptionnelle

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est supérieur à 500.000.000 de francs ;
- Propriétaires dont la valeur locative est égale ou supérieure à 12.000.000 de francs.

Première catégorie

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur ou égale à 500.000.000 et supérieur à 250.000.000 de francs ;
- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 2.000.000 de francs et inférieure à 12.000.000 de francs ;

Deuxième catégorie

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur ou égale à 250.000.000 et supérieur à 50.000.000 de francs ;
- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 1.000.000 de francs et inférieure à 2.000.000 de francs ;

Troisième catégorie

- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 600.000 francs et inférieure à 1.000.000 de francs.

Quatrième catégorie

- Toutes personnes visées au 1^{er} alinéa du présent article, résidant dans les communes et ne figurant pas dans une des catégories précédentes. »

Article 72. - Les dispositions de l'article 276 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 276.** -

Les retenues sont effectuées au nom du salarié. Ce dernier est imposable au taux prévu pour sa catégorie, pour lui-même et son conjoint ne disposant pas de revenus. Les salariés quel que soit leur âge sont personnellement imposables. »

Article 73. - Les dispositions de l'article 287 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 287.** -

Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de construction ne sont soumises à la contribution foncière qu'à compter de la sixième année suivant celle de leur achèvement.

Cette exonération temporaire ne s'applique pas aux constructions et bâtiments à usage industriel ou commercial, qui sont imposables à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de leur affectation.

Pour les constructions et bâtiments à usage mixte l'exonération visée au premier alinéa est limitée aux parties à usage d'habitation.

En cas de changement d'affectation d'un immeuble temporairement exonéré, l'exonération devient caduque à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de leur affectation pour la période restante. Le propriétaire est tenu d'informer le service des Impôts du lieu de situation du bien dans le mois suivant ce changement. »

Article 74. - Les dispositions de l'article 303 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 303.** -

Indépendamment de la contribution foncière telle qu'elle est réglée par les articles précédents, il est établi dans les communes de la Région de Dakar et dans les communes chefs-lieux de départements, une surtaxe sur les terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis perçue au profit des collectivités territoriales. »

Article 75. - Les dispositions de l'article 316 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 316.** -

Les rôles sont nominatifs. Les omissions et insuffisances de taxation, peuvent être réparées par voie de rôle supplémentaire dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627. »

Article 76. - Les dispositions de l'article 325 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 325.** -

Tout redevable de la contribution économique locale est tenu, dans son établissement, de présenter sa formule de contribution économique locale, lorsqu'il en est requis par les maires, les préfets, sous-préfets ou les fonctionnaires dûment commissionnés des Impôts ou du Trésor. »

Article 77. - Les dispositions de l'article 333 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 333.** -

Pour l'établissement de la contribution sur la valeur locative des locaux professionnels, le redevable de la contribution économique locale dépose, au plus tard le 31 janvier de l'année d'imposition, une déclaration sur un formulaire mis à sa disposition par l'administration. »

Article 78. - Les dispositions de l'article 431 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 431.** -

- 15 % pour les beurres, crèmes de lait et les succédanés ou mélanges contenant du beurre ou de la crème, quelles que soient les proportions du mélange ;

- 10 % pour les charcuteries et les autres corps gras.

Article 79. - Les dispositions de l'article 444 bis du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 444 bis.** -

Il est institué au profit du budget de l'Etat une taxe sur les sachets, conditionnements et emballages, non récupérables, en plastique.

La taxe est perçue sur les sachets, sacs, pochettes, et cornets en plastique ou matières assimilées, produits ou importés au Sénégal avec ou sans contenu.

Elle s'applique également aux bouteilles et autres conditionnements ou emballages, non récupérables, en plastique ou en matière assimilées, avec ou sans contenu, produits ou importés au Sénégal.

Les préformes et films produits ou importés au Sénégal sont exonérées du paiement de ladite taxe. »

Article 80. - Les dispositions de l'article 444 ter du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 444 ter.** -

Par dérogation aux dispositions de l'article 408 du présent Code, la taxe est liquidée de la manière suivante :

1. pour les emballages avec contenus :

a) produits au Sénégal :

- 0,5% du prix de cession des produits contenus dans des emballages dont le volume est inférieur à 20 litres ou dont le poids est inférieur à 25 kg ;

- 0,3% du prix de cession des produits contenus dans des emballages dont le volume est supérieur ou égal à 20 litres ou dont le poids est supérieur ou égal à 25 kg ;

b) importés :

- 0,6% de la valeur en douane, des produits contenus dans des emballages dont le volume est inférieur à 20 litres ou dont le poids est inférieur à 25 kg ;

- 0,8% de la valeur en douane, des produits contenus dans des emballages dont le volume est supérieur ou égal à 20 litres ou dont le poids est supérieur ou égal à 25 kg ;

2). pour les emballages sans contenus :

a) produits au Sénégal :

- 1,5% du prix de cession

b) importés :

- 2,5% de la valeur en douane. »

Article 81. - Champ d'application et taux

Il est institué une redevance de 1% sur la valeur marchande du phosphate brut extrait ou produit au Sénégal déterminée en référence à l'indice de prix de la roche de phosphate.

Article 82. - Assujettis

Est assujettie à la redevance sur le phosphate brut toute personne qui extrait ou produit du phosphate brut au Sénégal.

Article 83. - Recouvrement

La redevance est recouvrée comme en matière de redevance minière.

Article 84. - Modalités d'application

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé des Mines détermine l'indice des prix de référence et les modalités de perception et de contrôle de la redevance sur le phosphate brut.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 27 mai 2022.

Macky SALL

ANNEXES

**ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET
DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE**

Nature de recettes	LFI 2022	LFR1 2022	Variation	%
711 - Impôts sur revenus, bénéfices et gains en capital	310,5	295,5	-15,0	-4,83%
712 - Impôts sur salaires versés et autres rémunérations	571,3	571,3	-	-
713 - Impôts sur le patrimoine	42,0	42,0	-	-
TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714)	923,8	908,8	-15,0	-1,62%
715 - Impôts et taxes intérieurs sur biens et services	1 479,2	1 521,3	42,1	2,85%
716 - Droits d'enregistrement et taxes assimilées	100,7	100,7	-	-
717 - Droits et taxes à l'importation	428,7	428,7	-	-
719 - Autres recettes fiscales	92,6	92,6	-	-
TOTAL IMPOTS INDIRECTS (715+716+717+718+719)	2 101,2	2 143,3	42,1	2,00%
RECETTES FISCALES (IMPOTS DIRECTS + IMPOTS INDIRECTS (R_71))	3 025,0	3 052,1	27,1	0,90%
721 - Revenus de l'entreprise et du domaine	68,0	108,0	40,0	58,82%
729 - Autres recettes non fiscales	8,0	8,0	-	-
773 - Dividendes	48,0	48,0	-	-
775 - Commissions à caractères financiers	16,0	16,0	-	-
PRODUITS FINANCIERS (77)	64,0	64,0	-	-
RECETTES NON FISCALES (R_72)	140,0	180,0	40,0	28,57%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (71+72)	3 165,0	3 232,1	67,1	2,12%
DONS ET LEGS (74)	296,0	266,0	-30,0	-10,14%
RECETTES EXCEPTIONNELLES (75)	-	-	-	-
Dons Projets / Dons en Capital	250,0	220,0	-30,0	-12,00%
Dons Programmes et Legs (R_749) / Dons budgétaires	46,0	46,0	0,0	0,00%
RESSOURCES EXTERIEURES (74)	296,0	266,0	-30,0	-10,14%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+77)	3 461,0	3 498,1	37,1	1,07%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	149,72	149,72	0,00	0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	3 610,7	3 647,8	37,1	1%

ANNEXE II: TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
Budget général	Ressources Internes	FONDS PROPRES (TRESOR)								
		1 Charges financières de la dette	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	0	0	0	0
		2 Dépenses de personnel	952 000 000 000	952 000 000 000	1 037 000 000 000	1 037 000 000 000	85 000 000 000	8,9	85 000 000 000	8,9
		3 Acquisition de biens et services	359 647 641 916	359 647 641 916	366 046 528 942	366 046 528 942	6 398 887 026	1,8	6 398 887 026	1,8
		4 Transferts courants	811 061 241 259	811 061 241 259	1 046 356 471 058	1 046 356 471 058	235 295 229 799	29,0	235 295 229 799	29,0
		TOTAL	2 472 708 883 175	2 472 708 883 175	2 799 403 000 000	2 799 403 000 000	326 694 116 825	13,2	326 694 116 825	13,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	580 848 579 034	251 331 666 500	689 266 727 826	253 009 572 474	108 420 148 792	18,7	1 677 905 974	0,7
		6 Transferts en capital	710 633 609 614	690 959 450 325	1 116 876 983 173	765 781 544 351	406 243 373 559	57,2	74 822 094 026	10,8
		TOTAL	1 291 480 188 648	942 291 116 825	1 806 143 710 999	1 018 791 116 825	514 663 522 351	39,9	76 500 000 000	8,1
		TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)	3 764 189 071 823	3 415 000 000 000	4 605 546 710 999	3 818 194 116 825	841 357 639 176	22,4	403 194 116 825	11,8
Ressources extérieures	Ressources internes	Total Ressources internes	3 764 189 071 823	3 415 000 000 000	4 605 546 710 999	3 818 194 116 825	841 357 639 176	22,4	403 194 116 825	11,8
	DON OU SUBVENTION	5 Investissements exécutés par l'Etat	581 626 545 970	249 484 697 650	604 490 688 970	219 229 700 650	12 864 143 000	2,2	-30 254 997 000	-12,1
		6 Transferts en capital	515 302 350	515 302 350	770 299 350	770 299 350	254 997 000	49,5	254 997 000	49,5
		TOTAL	592 141 848 320	250 000 000 000	605 260 988 320	220 000 000 000	13 119 140 000	2,2	-30 000 000 000	-12
		TOTAL DON OU SUBVENTION	592 141 848 320	250 000 000 000	605 260 988 320	220 000 000 000	13 119 140 000	2,2	-30 000 000 000	-12
	PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 187 642 319 760	544 549 404 938	2 275 524 501 205	475 433 750 000	87 882 181 445	4,0	-69 115 654 938	-12,7
		6 Transferts en capital	35 450 595 062	35 450 595 062	39 566 250 000	39 566 250 000	4 115 654 938	11,6	4 115 654 938	11,6
		TOTAL	2 223 092 914 822	580 000 000 000	2 315 090 751 205	515 000 000 000	91 997 836 383	4,1	-65 000 000 000	-11,2
		TOTAL PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)	2 223 092 914 822	580 000 000 000	2 315 090 751 205	515 000 000 000	91 997 836 383	4,1	-65 000 000 000	-11,2
		Total Ressources extérieures	2 815 234 763 142	830 000 000 000	2 920 351 739 525	735 000 000 000	105 116 976 383	3,7	-95 000 000 000	-11,4
		Total Budget général	6 579 423 834 965	4 245 000 000 000	7 525 898 450 524	4 553 194 116 825	946 474 615 559	14,4	308 194 116 825	7,3

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits en LFI 2022				Projet LFR 2022 - Crédits inscrits				ECART			
			AE		CP		AE		CP		AE		CP	
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%				
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)												
		Dépenses ordinaires	2 Dépenses de personnel	617 800 000	617 800 000	613 800 000	613 800 000	-4 000 000	-0,6	-4 000 000	-0,6			
			3 Acquisition de biens et services	847 700 000	847 700 000	851 700 000	851 700 000	4 000 000	0,5	4 000 000	0,5			
			4 Transferts courants	125 705 000 000	125 705 000 000	125 705 000 000	125 705 000 000	0	0	0	0			
			TOTAL	127 170 500 000	127 170 500 000	127 170 500 000	127 170 500 000	0	0	0	0			
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	22 544 500 000	22 544 500 000	22 544 500 000	22 544 500 000	0	0	0	0			
			TOTAL	22 544 500 000	22 544 500 000	22 544 500 000	22 544 500 000	0	0	0	0			
Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor	TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)		149 715 000 000	149 715 000 000	149 715 000 000	149 715 000 000	0	0	0	0				
		Total Ressources internes	149 715 000 000	149 715 000 000	149 715 000 000	149 715 000 000	0	0	0	0				
			149 715 000 000	149 715 000 000	149 715 000 000	149 715 000 000	0	0	0	0				
TOTAL GENERAL			6 729 138 834 965	4 394 715 000 000	7 675 613 450 524	4 702 909 116 825	946 474 615 559	14,1	308 194 116 825	7,0				

ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART	
			1-2-3-4-5-6		1-2-3-4-5-6		1-2-3-4-5-6		1-2-3-4-5-6	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
10 Dette Publique	0001 Dette Publique (Intérêts et commissions)	1 Charges financières de la dette	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	0	0
	Total Prog. 0001		350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	0	0
	Total Section 10		350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	0	0
21 Présidence de la République	0002 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	11 561 025 249	11 561 025 249	11 595 118 039	11 595 118 039	11 595 118 039	11 595 118 039	134 092 790	1,2
		3 Acquisition de biens et services	7 380 025 944	7 380 025 944	7 685 872 799	7 685 872 799	7 685 872 799	7 685 872 799	305 846 855	4,1
		4 Transferts courants	36 974 414 567	36 974 414 567	45 987 387 870	45 987 387 870	45 987 387 870	45 987 387 870	9 012 973 303	24,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 581 166 714	614 077 501	1 581 166 714	614 077 501	1 581 166 714	614 077 501	0	0
		6 Transferts en capital	15 202 006 287	15 202 006 287	14 702 006 287	14 702 006 287	14 702 006 287	14 702 006 287	-500 000 000	-3,3
	Total Prog. 0002		72 698 638 761	72 698 638 761	81 651 551 709	80 684 462 496	81 651 551 709	80 684 462 496	8 952 912 948	12,3
22 Assemblée Nationale	3001 Frais de contrôle des entreprises publiques	Dépenses de personnel	102 800 000	102 800 000	98 800 000	98 800 000	98 800 000	98 800 000	-4 000 000	-3,9
		3 Acquisition de biens et services	374 200 000	374 200 000	378 200 000	378 200 000	378 200 000	378 200 000	4 000 000	1,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	0	0
	Total Prog. 3001		500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0
	Total Section 21		73 198 638 761	72 231 549 548	82 151 551 709	81 184 462 496	82 151 551 709	81 184 462 496	8 952 912 948	12,2
	0003 Assemblée Nationale	4 Transferts courants	17 215 015 137	17 215 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	50 000 000	0,3
24 Conseil Economique Social et Environnemental	Total Prog. 0003		17 215 015 137	17 215 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	50 000 000	0,3
	Total Section 22		17 215 015 137	17 215 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	17 265 015 137	50 000 000	0,3
	0005 Conseil Economique, Social et Environnemental	4 Transferts courants	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0
	Total Prog. 0005		7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0
	Total Section 24		7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0
	0006 Conseil Constitutionnel	2 Dépenses de personnel	633 583 600	633 583 600	633 583 600	633 583 600	633 583 600	633 583 600	0	0
25 Conseil Constitutionnel		4 Transferts courants	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0
	Total Prog. 0006		1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	0	0
	Total Section 25		1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	0	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
27 Cour Suprême	0007 Cour Suprême	2 Dépenses de personnel	1 052 252 000	1 052 252 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 400 000 000	1 400 000 000	54 530 000	3,9	54 530 000	3,9
	Total Prog. 0007		2 452 252 000	2 452 252 000	54 530 000	2,2	54 530 000	2,2
			2 452 252 000	2 452 252 000	54 530 000	2,2	54 530 000	2,2
			2 421 057 000	2 421 057 000	13 147 530	0,5	13 147 530	0,5
28 Cour des Comptes	0008 Cour des Comptes	2 Dépenses de personnel	5 148 453 695	5 148 453 695	5 981 253 695	16,2	832 800 000	16,2
		4 Transferts courants	1 025 555 441	1 025 555 441	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	1 025 555 441	1 025 555 441	0	0	0	0
	Total Prog. 0008		8 595 066 136	8 595 066 136	845 947 530	9,8	845 947 530	9,8
			8 595 066 136	8 595 066 136	845 947 530	9,8	845 947 530	9,8
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0013 Conseil des Collectivités Territoriales	4 Transferts courants	6 300 000 000	6 300 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	2 250 000 000	2 250 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 0013		8 550 000 000	8 550 000 000	0	0	0	0
			8 550 000 000	8 550 000 000	0	0	0	0
			3 887 956 000	3 887 956 000	0	0	0	0
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0009 Secrétariat général du Gouvernement	2 Dépenses de personnel	3 887 956 000	3 887 956 000	3 887 956 000	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	4 171 138 296	4 171 138 296	4 171 138 296	0	0	0
		4 Transferts courants	6 862 924 496	6 862 924 496	6 912 924 496	0,7	50 000 000	0,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 665 251 224	5 665 251 224	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	6 442 526 567	6 442 526 567	16 414 539 867	154,8	3 999 416 933	62,1
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	27 029 796 583	27 029 796 583	31 079 213 516	37,1	4 049 416 933	15,0
		3 Acquisition de biens et services	27 029 796 583	27 029 796 583	31 079 213 516	37,1	4 049 416 933	15,0
		4 Transferts courants	1 079 139 180	1 079 139 180	1 267 427 230	17,4	188 288 050	17,4
			10 871 099 078	10 871 099 078	10 871 099 078	0	0	0
			1 273 814 000	1 273 814 000	2 473 814 000	94,2	1 200 000 000	94,2

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	VAL ABS	%
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	143 441 925	143 441 925	143 441 925	143 441 925	0	0	0
		6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0
		Total Prog. 1001	13 667 494 183	13 667 494 183	15 055 782 233	15 055 782 233	1 388 288 050	1 388 288 050	10,2
	2001 Coopération bilatérale et multilatérale	2 Dépenses de personnel	23 931 232 761	23 931 232 761	23 931 232 761	23 931 232 761	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	22 524 873 937	22 524 873 937	23 823 473 937	23 823 473 937	1 298 600 000	1 298 600 000	5,8
		4 Transferts courants	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 119 233 352	2 119 233 352	3 019 233 352	3 019 233 352	900 000 000	900 000 000	42,5
		6 Transferts en capital	600 000 000	600 000 000	0	0	-600 000 000	-600 000 000	-100
	2002 Promotion de la Diplomatie économique	Total Prog. 2001	51 651 890 000	51 651 890 000	53 250 490 000	53 250 490 000	1 598 600 000	1 598 600 000	3,1
		2 Dépenses de personnel	100 566 000	100 566 000	100 566 000	100 566 000	0	0	0
32 Ministère des Forces Armées	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	3 Acquisition de biens et services	62 346 142	62 346 142	62 346 142	62 346 142	0	0	0
		Total Prog. 2002	162 912 142	162 912 142	162 912 142	162 912 142	0	0	0
		2 Dépenses de personnel	230 484 000	230 484 000	230 484 000	230 484 000	0	0	0
	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	170 933 792	170 933 792	170 933 792	170 933 792	0	0	0
		4 Transferts courants	745 565 800	745 565 800	645 565 800	645 565 800	-100 000 000	-100 000 000	-13,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	0	0	0
		6 Transferts en capital	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0
	Total Section 31	Total Prog. 2003	2 236 983 592	2 236 983 592	2 136 983 592	2 136 983 592	-100 000 000	-100 000 000	-4,5
		2 Dépenses de personnel	67 719 279 917	67 719 279 917	70 606 167 967	70 606 167 967	2 886 888 050	2 886 888 050	4,3
	1003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	3 Acquisition de biens et services	2 290 910 948	2 290 910 948	2 303 808 478	2 303 808 478	12 897 530	12 897 530	0,6
		4 Transferts courants	3 093 488 677	3 093 488 677	4 243 488 677	4 243 488 677	1 150 000 000	1 150 000 000	37,2
		Total Prog. 2003	3 500 000 000	3 500 000 000	6 450 000 000	6 450 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	84,3

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement		Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6					
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	CP	%
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	Investissements exécutés par l'Etat	1 300 000 000	1 300 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	100 000 000	7,7	100 000 000	0	7,7
		6 Transferts en capital	10 084 000 000	10 084 000 000	11 734 000 000	11 734 000 000	1 650 000 000	16,4	1 650 000 000	0	16,4
	2005 Défense du territoire national	Total Prog. 1002	20 268 399 625	20 268 399 625	26 131 297 155	26 131 297 155	5 862 897 530	28,9	5 862 897 530	530	28,9
		2 Dépenses de personnel	76 299 618 115	76 299 618 115	87 275 818 115	87 275 818 115	10 976 200 000	14,4	10 976 200 000	0	14,4
		3 Acquisition de biens et services	35 479 344 985	35 479 344 985	36 141 727 858	36 141 727 858	662 382 873	1,9	662 382 873	873	1,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	54 539 148 425	44 486 311 514	98 502 950 969	33 879 660 140	43 963 802 544	80,6	-10 606 651 374	374	-23,8
		6 Transferts en capital	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2005	176 318 111 525	176 318 111 525	231 920 496 942	167 297 206 113	55 602 385 417	31,5	1 031 931 493	493	0,6
		2 Dépenses de personnel	47 265 268 572	47 265 268 572	47 265 268 572	47 265 268 572	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	17 800 422 288	17 800 422 288	18 462 765 980	18 462 765 980	662 343 692	3,7	662 343 692	692	3,7
4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0	0		
5 Investissements exécutés par l'Etat	11 614 975 000	6 114 975 000	11 114 975 000	5 614 975 000	-500 000 000	-4,3	-500 000 000	0	-8,2		
6 Transferts en capital	4 648 621 000	4 648 621 000	100 412 425 618	5 348 621 000	95 763 804 618	2060,0	700 000 000	0	15,1		
3002 Opérations à caractère industriel et commerciale	Total Prog. 2008	81 389 286 860	81 389 286 860	177 315 435 170	76 751 630 552	95 926 148 310	117,9	862 343 692	692	1,1	
	3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	
	Total Prog. 3002	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	
33 Ministère de l'Intérieur	Total Section 32 1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	278 125 798 010	262 572 961 099	435 517 229 267	270 330 133 820	157 391 431 257	56,6	7 757 172 721	721	3,0
		3 Acquisition de biens et services	1 040 627 296	1 040 627 296	1 325 820 886	1 325 820 886	285 193 590	27,4	285 193 590	590	27,4
		3 Acquisition de biens et services	1 564 843 809	1 564 843 809	1 825 052 409	1 825 052 409	260 208 600	16,6	260 208 600	600	16,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 244 400 000	2 067 502 447	3 594 400 000	2 417 502 447	350 000 000	10,8	350 000 000	0	16,9
		Total Prog. 1003	5 849 871 105	5 849 871 105	6 745 273 295	5 568 375 742	895 402 190	15,3	895 402 190	190	15,3
2009 Sécurité publique	2 Dépenses de personnel	40 131 715 392	40 131 715 392	46 610 195 392	46 610 195 392	6 478 480 000	15,1	6 478 480 000	0	16,1	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement			Catégories de dépense						
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6						
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			ECART			
			AE	CP		AE	CP		VAL ABS	%	VAL ABS	CP
33 Ministère de l'Intérieur	2009 Sécurité publique	3 Acquisition de biens et services	7 562 662 688	7 562 662 688	8 247 952 688	8 247 952 688	8 247 952 688	685 290 000	9,1	685 290 000	9,1	
		4 Transferts courants	15 551 806 500	15 551 806 500	18 174 172 808	18 174 172 808	2 622 366 308	16,9	2 622 366 308	16,9		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 574 341 655	3 574 341 655	42 708 657 972	6 309 851 255	39 134 316 317	1094,9	2 735 519 600	76,5		
		6 Transferts en capital	8 350 000 000	8 350 000 000	7 005 418 698	7 005 418 698	-1 344 581 302	-16,1	-1 344 581 302	-16,1		
		Total Prog. 2009	75 170 526 235	75 170 526 235	122 746 397 558	86 347 600 841	47 575 871 323	63,3	11 177 074 606	14,9		
		2 Dépenses de personnel	21 830 254 708	21 830 254 708	21 830 254 708	21 830 254 708	0	0	0	0		
	2010 Sécurité civile	3 Acquisition de biens et services	3 518 174 414	3 518 174 414	3 690 474 109	3 690 474 109	172 299 695	4,9	172 299 695	4,9		
		4 Transferts courants	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	0	0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 761 000 000	1 761 000 000	99 627 534 210	2 628 494 544	97 866 534 210	5557,4	867 494 544	49,3		
		6 Transferts en capital	0	0	974 000 000	974 000 000	974 000 000	0	974 000 000	0		
2011 Administration territoriale	2011 Administration territoriale	Total Prog. 2010	28 929 429 122	28 929 429 122	127 942 263 027	30 943 223 361	99 012 833 905	342,3	2 013 794 239	7,0		
		2 Dépenses de personnel	5 575 246 856	5 575 246 856	5 575 246 856	5 575 246 856	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	2 534 087 407	2 534 087 407	2 761 734 407	2 761 734 407	227 647 000	9,0	227 647 000	9,0		
		4 Transferts courants	9 058 200 000	9 058 200 000	9 058 200 000	9 058 200 000	0	0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	12 268 952 300	12 268 952 300	518 952 300	518 952 300	0	0	0	0		
		Total Prog. 2011	29 436 486 563	29 436 486 563	29 664 133 563	17 914 133 563	227 647 000	0,8	227 647 000	0,8		
	2012 Gouvernance électorale	2 Dépenses de personnel	169 927 000	169 927 000	169 927 000	169 927 000	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	9 197 332 000	9 197 332 000	11 707 685 000	11 707 685 000	2 510 353 000	27,3	2 510 353 000	27,3		
		4 Transferts courants	3 394 000 000	3 394 000 000	3 394 000 000	3 394 000 000	0	0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	80 322 000	80 322 000	80 322 000	80 322 000	0	0	0	0		
2012 Gouvernance électorale	6 Transferts en capital	10 000 000 000	10 000 000 000	6 182 300 000	6 182 300 000	-3 817 700 000	-38,2	-3 817 700 000	-38,2			

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense				
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6				
			Crédits inscrits en LFI 2022			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits				
			AE	CP		AE	CP	AE	CP	
33 Ministère de l'Intérieur	2012 Gouvernance électorale	Total Prog. 2012	22 841 581 000	22 841 581 000		21 534 234 000	21 534 234 000	-1 307 347 000	-1 307 347 000	-5,7
	3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000		126 000 000	126 000 000	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000		74 000 000	74 000 000	0	0	0
		Total Prog. 3003	200 000 000	200 000 000		200 000 000	200 000 000	0	0	0
	Total Section 33		162 427 894 025	149 500 996 472		308 832 301 443	162 507 567 507	146 404 407 418	13 006 571 035	8,7
34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 477 084 316	1 477 084 316		1 565 457 146	1 565 457 146	88 372 830	88 372 830	6,0
		3 Acquisition de biens et services	934 377 592	934 377 592		1 134 377 592	1 134 377 592	200 000 000	200 000 000	21,4
		4 Transferts courants	3 767 000 000	3 767 000 000		5 457 000 000	5 457 000 000	1 690 000 000	1 690 000 000	44,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 120 613 677	1 120 613 677		1 120 613 677	1 120 613 677	0	0	0
		6 Transferts en capital	25 000 000 000	25 000 000 000		26 700 000 000	26 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	6,8
		Total Prog. 1004	32 299 075 585	32 299 075 585		35 977 448 415	35 977 448 415	3 678 372 830	3 678 372 830	11,4
	2014 Justice judiciaire	2 Dépenses de personnel	12 817 482 640	12 817 482 640		12 817 482 640	12 817 482 640	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 290 251 901	2 290 251 901		3 500 751 901	3 500 751 901	1 210 500 000	1 210 500 000	52,9
		4 Transferts courants	1 060 000 000	1 060 000 000		1 060 000 000	1 060 000 000	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	58 999 816	58 999 816		58 999 816	58 999 816	0	0	0
2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant		Total Prog. 2014	16 226 734 357	16 226 734 357		17 437 234 357	17 437 234 357	1 210 500 000	1 210 500 000	7,5
		2 Dépenses de personnel	1 317 991 900	1 317 991 900		1 317 991 900	1 317 991 900	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 454 738 134	1 454 738 134		1 454 738 134	1 454 738 134	0	0	0
		Total Prog. 2015	2 772 730 034	2 772 730 034		2 772 730 034	2 772 730 034	0	0	0
	2016 Administration pénitentiaire	2 Dépenses de personnel	8 885 595 820	8 885 595 820		8 885 595 820	8 885 595 820	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 630 695 995	5 630 695 995		5 860 695 995	5 860 695 995	230 000 000	230 000 000	4,1

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense					
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6					
			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			ECART					
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	AE	VAL ABS	%
34 Ministère de la Justice	2016 Administration pénitentiaire	4 Transferts courants	500 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	-100 000 000	-20		-100 000 000	-20
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 300 000 000	4 300 000 000	6 145 000 000	6 145 000 000	1 845 000 000	42,9		1 845 000 000	42,9
	2100 Bonne gouvernance et Droits humains	Total Prog. 2016	19 316 291 815	19 316 291 815	21 291 291 815	21 291 291 815	1 975 000 000	10,2		1 975 000 000	10,2
		2 Dépenses de personnel	216 979 000	216 979 000	216 979 000	216 979 000	0	0		0	0
		3 Acquisition de biens et services	665 913 407	665 913 407	665 913 407	665 913 407	0	0		0	0
		4 Transferts courants	155 000 000	155 000 000	155 000 000	155 000 000	0	0		0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	186 825 531	186 825 531	186 825 531	186 825 531	0	0		0	0
		Total Prog. 2100	1 224 717 938	1 224 717 938	1 224 717 938	1 224 717 938	6 863 872 830	9,6		6 863 872 830	9,6
	Total Section 34		71 839 549 729	71 839 549 729	78 703 422 559	78 703 422 559	6 863 872 830	9,6		6 863 872 830	9,6
	35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	616 509 500	616 509 500	712 117 310	712 117 310	95 607 810	15,5		95 607 810	15,5
			584 596 183	584 596 183	584 596 183	584 596 183	0	0		0	0
		3 Acquisition de biens et services	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0		0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 701 105 683	1 701 105 683	1 796 713 493	1 796 713 493	95 607 810	5,6		95 607 810	5,6
		Total Prog. 1005	858 942 000	858 942 000	858 942 000	858 942 000	0	0		0	0
		2 Dépenses de personnel	662 848 718	662 848 718	662 848 718	662 848 718	0	0		0	0
		3 Acquisition de biens et services	595 000 000	595 000 000	645 000 000	645 000 000	50 000 000	8,4		50 000 000	8,4
		4 Transferts courants	565 139 600	565 139 600	565 139 600	565 139 600	0	0		0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 681 930 318	2 681 930 318	2 731 930 318	2 731 930 318	50 000 000	1,9		50 000 000	1,9
		Total Prog. 2017	104 500 000	104 500 000	104 500 000	104 500 000	0	0		0	0
	2018 Renouveau du service public	2 Dépenses de personnel	254 070 281	254 070 281	254 070 281	254 070 281	0	0		0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 073 000 000	1 073 000 000	1 833 096 890	1 073 000 000	760 096 890	70,8		760 096 890	70,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 431 570 281	1 431 570 281	2 191 667 171	1 431 570 281	760 096 890	53,1		760 096 890	53,1
		Total Prog. 2018	5 814 606 282	5 814 606 282	6 720 310 982	5 960 214 092	905 704 700	15,6		145 607 810	2,5
	Total Section 35		5 814 606 282	5 814 606 282	6 720 310 982	5 960 214 092	905 704 700	15,6		145 607 810	2,5

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	374 960 440	374 960 440	441 668 050	441 668 050	56 707 610	65 707 610
		3 Acquisition de biens et services	760 662 166	760 662 166	808 262 166	808 262 166	47 600 000	47 600 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0
		Total Prog. 1006	1 635 622 606	1 635 622 606	1 749 930 216	1 749 930 216	114 307 610	114 307 610
		2 Dépenses de personnel	872 765 440	872 765 440	872 765 440	872 765 440	0	0
	2019 Gouvernance du marché du travail	3 Acquisition de biens et services	1 068 441 956	1 068 441 956	1 068 441 956	1 068 441 956	0	0
		4 Transferts courants	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0
		Total Prog. 2019	3 641 207 396	3 641 207 396	3 641 207 396	3 641 207 396	0	0
		2 Dépenses de personnel	61 614 820	61 614 820	61 614 820	61 614 820	0	0
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	2107 Protection sociale des travailleurs	3 Acquisition de biens et services	142 599 492	142 599 492	142 599 492	142 599 492	0	0
		4 Transferts courants	0	0	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0
		Total Prog. 2107	404 214 312	404 214 312	504 214 312	504 214 312	100 000 000	100 000 000
		2 Dépenses de personnel	5 681 044 314	5 681 044 314	5 895 351 924	5 895 351 924	214 307 610	214 307 610
	1008 Pilotage, coordination et gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	271 404 000	271 404 000	291 449 060	291 449 060	20 045 060	20 045 060
		4 Transferts courants	136 480 162	136 480 162	136 480 162	136 480 162	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	401 454 261	401 454 261	301 454 261	301 454 261	-100 000 000	-100 000 000
		Total Prog. 1008	1 051 338 423	1 051 338 423	971 383 483	971 383 483	-79 954 940	-79 954 940
		2 Dépenses de personnel	902 295 000	902 295 000	902 295 000	902 295 000	0	0
	2023 Pêche et Aquaculture	3 Acquisition de biens et services	455 284 887	455 284 887	455 284 887	455 284 887	0	0
							0	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	2023 Pêche et Aquaculture	4 Transferts courants	2 134 745 416	2 134 745 416	2 054 745 416	2 054 745 416	-80 000 000	-3,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 213 394 551	9 736 210 687	19 663 394 551	9 186 210 687	-550 000 000	-2,7
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0
		Total Prog. 2023	25 705 719 854	25 705 719 854	25 075 719 854	14 598 535 990	-630 000 000	-2,5
	2024 Economie Maritime	2 Dépenses de personnel	23 163 000	23 163 000	23 163 000	23 163 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	50 754 226	50 754 226	50 754 226	50 754 226	0	0
	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	4 Transferts courants	8 227 939 300	8 227 939 300	7 977 939 300	7 977 939 300	-250 000 000	-3,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	84 824 500 000	17 006 086 550	85 822 813 577	17 004 400 127	998 313 577	1,2
	Total Section 40	6 Transferts en capital	450 000 000	450 000 000	808 833 000	808 833 000	358 833 000	79,7
		Total Prog. 2024	93 576 356 526	93 576 356 526	94 683 503 103	25 865 089 653	1 107 146 577	1,2
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	1009 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	515 000 000	515 000 000	515 000 000	515 000 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	197 500 000	197 500 000	197 500 000	197 500 000	0	0
		4 Transferts courants	390 000 000	390 000 000	390 000 000	390 000 000	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	397 500 000	397 500 000	397 500 000	397 500 000	0	0
		Total Prog. 3004	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0
	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2 Dépenses de personnel	121 833 414 803	43 537 817 489	122 230 606 440	42 935 009 126	397 191 637	0,3
		3 Acquisition de biens et services	427 791 892	427 791 892	448 469 462	448 469 462	20 677 570	4,8
	Total Prog. 1009	5 Investissements exécutés par l'Etat	794 826 306	794 826 306	794 826 306	794 826 306	0	0
		Total Prog. 1009	1 735 480 346	1 735 480 346	1 756 157 916	1 756 157 916	20 677 570	1,2
	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2 Dépenses de personnel	123 904 000	123 904 000	123 904 000	123 904 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	114 772 736	114 772 736	114 772 736	114 772 736	0	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Source de financement		Catégories de dépense					
Ministère/Institution (Section)		Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	4 Transferts courants		190 000 000	190 000 000	140 000 000	140 000 000	-50 000 000	-26,3	-50 000 000	-26,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat		713 777 756 181	117 707 187 138	699 386 079 273	88 624 371 599	-14 391 676 908	-2,0	-29 082 815 539	-24,7
		6 Transferts en capital		76 347 507 566	76 347 507 566	89 757 576 126	85 947 507 566	13 410 068 560	17,6	9 600 000 000	12,6
		Total Prog. 2027		790 553 940 483	790 553 940 483	789 522 332 135	174 950 555 901	-1 031 608 348	-0,1	-19 532 815 539	-2,5
		3 Acquisition de biens et services		14 971 490	14 971 490	14 971 490	14 971 490	0	0	0	0
		4 Transferts courants		5 800 000 000	5 800 000 000	6 920 000 000	6 920 000 000	1 120 000 000	19,3	1 120 000 000	19,3
	2029 Développement et modernisation des services de transport	5 Investissements exécutés par l'Etat		15 221 835 323	15 221 835 323	15 221 835 323	15 221 835 323	0	0	0	0
		6 Transferts en capital		30 600 000 000	28 600 000 000	164 547 850 000	23 600 000 000	133 947 850 000	437,7	-5 000 000 000	-17,5
		Total Prog. 2028		51 636 806 813	51 636 806 813	186 704 656 813	45 756 806 813	135 067 850 000	261,6	-3 880 000 000	-7,5
		2 Dépenses de personnel		206 764 000	206 764 000	206 764 000	206 764 000	0	0	0	0
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services		141 004 263	141 004 263	141 004 263	141 004 263	0	0	0	0
		4 Transferts courants		6 800 000 000	6 800 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000	1 000 000 000	14,7	1 000 000 000	14,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat		53 048 240 947	53 048 240 947	53 048 240 947	53 048 240 947	0	0	0	0
		6 Transferts en capital		1 500 000 000	1 500 000 000	5 000 000 000	2 500 000 000	3 500 000 000	233,3	1 000 000 000	66,7
		Total Prog. 2029		61 696 009 210	61 696 009 210	66 196 009 210	63 696 009 210	4 500 000 000	7,3	2 000 000 000	3,2
		2 Dépenses de personnel		905 622 236 852	307 551 667 809	1 044 179 156 074	286 159 529 840	138 556 919 222	15,3	-21 392 137 969	-7,0
	1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services		448 679 000	448 679 000	539 206 770	539 206 770	90 327 770	20,1	90 327 770	20,1
		4 Transferts courants		1 250 000 000	1 250 000 000	1 173 320 000	1 173 320 000	-76 680 000	-6,1	-76 680 000	-6,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat		355 000 000	355 000 000	355 000 000	355 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital		2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	0	0	0	0
Total Prog. 1010		4 793 160 439	4 793 160 439	4 832 023 209	4 832 023 209	38 862 770	0,8	38 862 770	0,8		

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	2030 Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	2 Dépenses de personnel	57 606 000	57 606 000	57 606 000	57 606 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	40 848 455	40 848 455	40 848 455	40 848 455	0	0
		4 Transferts courants	8 579 000 000	8 579 000 000	8 479 000 000	8 479 000 000	-100 000 000	-100 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	237 869 797 539	44 740 176 840	244 086 872 797	45 340 176 840	6 217 075 258	600 000 000
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0
		Total Prog. 2030	247 547 251 994	247 547 251 994	253 664 327 252	54 917 631 295	6 117 075 258	500 000 000
	2031 Augmentation de la product et valorisa des pchts agricoles	2 Dépenses de personnel	1 289 886 000	1 289 886 000	1 289 886 000	1 289 886 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	683 463 093	683 463 093	683 463 093	683 463 093	0	0
		4 Transferts courants	10 303 000 000	10 303 000 000	9 603 000 000	9 603 000 000	-700 000 000	-700 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	121 400 133 936	42 170 895 564	124 492 711 769	38 861 717 379	3 092 577 833	-3 309 178 185
43 Ministère des Finances et du Budget	2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-coûts	6 Transferts en capital	60 856 262 148	60 856 262 148	60 856 262 148	60 856 262 148	0	0
		Total Prog. 2031	194 532 745 177	194 532 745 177	196 925 323 010	111 294 328 620	2 392 577 833	-4 009 178 185
		2 Dépenses de personnel	260 346 000	260 346 000	260 346 000	260 346 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	136 092 787	136 092 787	181 092 787	181 092 787	45 000 000	45 000 000
		4 Transferts courants	8 224 643 200	8 224 643 200	7 924 643 200	7 924 643 200	-300 000 000	-300 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	104 000 000	104 000 000	104 000 000	104 000 000
	Total Section 42	Total Prog. 2033	8 621 081 987	8 621 081 987	8 470 081 987	8 470 081 987	-151 000 000	-151 000 000
		2 Dépenses de personnel	455 494 239 597	183 135 380 526	463 891 755 458	179 514 065 111	8 397 515 861	-3 621 315 415
		3 Acquisition de biens et services	3 566 930 187	3 566 930 187	3 700 878 117	3 700 878 117	133 947 930	133 947 930
		4 Transferts courants	3 860 017 576	3 860 017 576	3 869 517 576	3 869 517 576	9 500 000	9 500 000
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	6 Transferts en capital	3 857 857 265	3 857 857 265	4 167 857 265	4 167 857 265	310 000 000	310 000 000
		Total Prog. 2033	8 621 081 987	8 621 081 987	8 470 081 987	8 470 081 987	-151 000 000	-151 000 000
		2 Dépenses de personnel	455 494 239 597	183 135 380 526	463 891 755 458	179 514 065 111	8 397 515 861	-3 621 315 415
		3 Acquisition de biens et services	3 566 930 187	3 566 930 187	3 700 878 117	3 700 878 117	133 947 930	133 947 930
		4 Transferts courants	3 860 017 576	3 860 017 576	3 869 517 576	3 869 517 576	9 500 000	9 500 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	104 000 000	104 000 000	104 000 000	104 000 000
	Total Section 43	Total Prog. 2033	8 621 081 987	8 621 081 987	8 470 081 987	8 470 081 987	-151 000 000	-151 000 000
		2 Dépenses de personnel	455 494 239 597	183 135 380 526	463 891 755 458	179 514 065 111	8 397 515 861	-3 621 315 415
		3 Acquisition de biens et services	3 566 930 187	3 566 930 187	3 700 878 117	3 700 878 117	133 947 930	133 947 930
		4 Transferts courants	3 860 017 576	3 860 017 576	3 869 517 576	3 869 517 576	9 500 000	9 500 000

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART		CP		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 779 066 540	2 279 066 540	2 831 440 268	2 331 440 268	52 373 728	1,9	52 373 728	2,3	
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	30 124 176 025	16 124 176 025	27 124 176 025	904,1	13 124 176 025	437,5	
		Total Prog. 1011	17 063 871 568	17 063 871 568	44 693 869 251	30 193 869 251	27 629 997 683	161,9	13 529 997 683	79,9	
	2032 Gestion ressources courantières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	9 879 539 380	9 879 539 380	9 879 539 380	9 879 539 380	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	2 159 870 984	2 159 870 984	2 159 870 984	2 159 870 984	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	5 040 000 000	5 040 000 000	5 040 000 000	5 040 000 000	0	0	0	0	
2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2 Dépenses de personnel	5 Investissements exécutés par l'Etat	35 104 052 743	7 700 000 000	35 104 052 743	7 700 000 000	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2032	77 183 463 107	77 183 463 107	49 779 410 364	2 615 905 000	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	2 Dépenses de personnel	2 615 905 000	2 615 905 000	2 615 905 000	2 615 905 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	3 929 578 779	3 929 578 779	5 457 466 779	5 457 466 779	1 527 888 000	38,9	1 527 888 000	38,9	
		4 Transferts courants	8 542 400 000	8 542 400 000	16 828 945 415	16 828 945 415	8 286 545 415	97,0	8 286 545 415	97,0	
2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 533 118 090	2 533 118 090	3 136 118 090	3 136 118 090	603 000 000	23,8	503 000 000	23,8	
		6 Transferts en capital	29 629 044 853	29 629 044 853	90 966 631 313	90 966 631 313	61 337 586 460	207,0	61 337 586 460	207,0	
		Total Prog. 2035	47 250 046 722	47 250 046 722	119 005 066 597	119 005 066 597	71 755 019 875	151,9	71 755 019 875	151,9	
	2 Dépenses de personnel	2 Dépenses de personnel	4 720 476 180	4 720 476 180	4 720 476 180	4 720 476 180	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 681 462 373	1 681 462 373	1 840 597 623	1 840 597 623	159 135 250	9,5	159 135 250	9,5	
		4 Transferts courants	30 000 000	30 000 000	37 000 000	37 000 000	7 000 000	23,3	7 000 000	23,3	
2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 Investissements exécutés par l'Etat	7 308 717 793	4 022 905 931	7 833 717 793	4 547 905 931	525 000 000	7,2	525 000 000	13,1	
		Total Prog. 2036	13 740 656 346	13 740 656 346	14 431 791 596	11 145 979 734	691 135 250	5,0	691 135 250	5,0	
		2 Dépenses de personnel	6 344 537 334	6 344 537 334	6 344 537 334	6 344 537 334	0	0	0	0	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
43 Ministère des Finances et du Budget	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	3 Acquisition de biens et services	1 656 581 897	1 656 581 897	1 792 358 897	1 792 358 897	135 777 000	135 777 000
		4 Transferts courants	51 770 000	51 770 000	51 770 000	51 770 000	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	14 675 156 012	9 675 156 012	14 289 156 012	9 289 156 012	-386 000 000	-386 000 000
		6 Transferts en capital	5 794 241 470	3 070 000 000	6 448 722 737	3 724 481 267	654 481 267	654 481 267
		Total Prog. 2037	28 522 286 713	28 522 286 713	28 926 544 980	21 202 303 510	404 258 267	404 258 267
		2 Dépenses de personnel	320 338 000	320 338 000	320 338 000	320 338 000	0	0
	2038 Gestion du secteur financier	3 Acquisition de biens et services	602 895 480	602 895 480	602 895 480	602 895 480	0	0
		4 Transferts courants	1 383 119 000	1 383 119 000	1 333 119 000	1 333 119 000	-50 000 000	-50 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	444 898 840	154 618 455	644 898 840	354 618 455	200 000 000	200 000 000
		6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0
44 Ministère du Pétrole et des Energies	3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	Total Prog. 2038	3 051 251 320	3 051 251 320	3 201 251 320	2 910 970 935	150 000 000	150 000 000
		4 Transferts courants	125 315 000 000	125 315 000 000	125 315 000 000	125 315 000 000	0	0
		Total Prog. 3005	125 315 000 000	125 315 000 000	125 315 000 000	125 315 000 000	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0
		Total Prog. 3006	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0
	3007 Gestion des Garanties et avais	Total Prog. 3007	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0
		2 Dépenses de personnel	372 226 000	372 226 000	397 771 060	397 771 060	25 545 060	25 545 060
		3 Acquisition de biens et services	370 180 854	370 180 854	370 180 854	370 180 854	0	0
		4 Transferts courants	350 000 000	350 000 000	500 000 000	500 000 000	150 000 000	150 000 000
44 Ministère du Pétrole et des Energies	1012 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Total Prog. 1012	1 092 406 854	1 092 406 854	1 267 951 914	1 267 951 914	175 545 060	175 545 060
		2 Dépenses de personnel	372 226 000	372 226 000	397 771 060	397 771 060	25 545 060	25 545 060
		3 Acquisition de biens et services	370 180 854	370 180 854	370 180 854	370 180 854	0	0
		4 Transferts courants	350 000 000	350 000 000	500 000 000	500 000 000	150 000 000	150 000 000
		Total Prog. 1012	1 092 406 854	1 092 406 854	1 267 951 914	1 267 951 914	175 545 060	175 545 060
	Total Section 43	Total Prog. 3007	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0
		2 Dépenses de personnel	372 226 000	372 226 000	397 771 060	397 771 060	25 545 060	25 545 060
		3 Acquisition de biens et services	370 180 854	370 180 854	370 180 854	370 180 854	0	0
		4 Transferts courants	350 000 000	350 000 000	500 000 000	500 000 000	150 000 000	150 000 000
44 Ministère du Pétrole et des Energies	Total Section 43	Total Prog. 1012	1 092 406 854	1 092 406 854	1 267 951 914	1 267 951 914	175 545 060	175 545 060
		2 Dépenses de personnel	372 226 000	372 226 000	397 771 060	397 771 060	25 545 060	25 545 060
		3 Acquisition de biens et services	370 180 854	370 180 854	370 180 854	370 180 854	0	0
		4 Transferts courants	350 000 000	350 000 000	500 000 000	500 000 000	150 000 000	150 000 000
		Total Prog. 1012	1 092 406 854	1 092 406 854	1 267 951 914	1 267 951 914	175 545 060	175 545 060
		2 Dépenses de personnel	372 226 000	372 226 000	397 771 060	397 771 060	25 545 060	25 545 060
		3 Acquisition de biens et services	370 180 854	370 180 854	370 180 854	370 180 854	0	0
		4 Transferts courants	350 000 000	350 000 000	500 000 000	500 000 000	150 000 000	150 000 000
		Total Prog. 1012	1 092 406 854	1 092 406 854	1 267 951 914	1 267 951 914	175 545 060	175 545 060
		2 Dépenses de personnel	372 226 000	372 226 000	397 771 060	397 771 060	25 545 060	25 545 060

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement			Catégories de dépense						
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6						
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			ECART			
			AE	CP		AE	CP		VAL ABS	%	VAL ABS	%
44 Ministère du Pétrole et des Energies	2039 Electrification rurale et Energies renouvelables	3 Acquisition de biens et services	20 243 179	20 243 179		20 243 179	20 243 179		0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 800 000 000	2 800 000 000		2 800 000 000	2 800 000 000		0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	160 591 913 446	46 614 852 979		155 524 495 116	42 547 434 649		-4 067 418 330	-2,5	-4 067 418 330	-8,7
		6 Transferts en capital	11 440 500 000	11 440 500 000		61 140 500 000	11 940 500 000		49 700 000 000	434,4	500 000 000	4,4
		Total Prog. 2039	174 852 656 625	174 852 656 625		220 485 238 295	57 308 177 828		45 632 581 670	26,1	-3 567 418 330	-2,0
		2 Dépenses de personnel	40 047 000	40 047 000		40 047 000	40 047 000		0	0	0	0
	2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	3 Acquisition de biens et services	28 734 789	28 734 789		28 734 789	28 734 789		0	0	0	0
		4 Transferts courants	100 750 681 000	100 750 681 000		200 850 681 000	200 850 681 000		100 100 000 000	99,4	100 100 000 000	99,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 889 911 889	5 889 911 889		5 289 911 889	4 289 911 889		400 000 000	6,8	-1 600 000 000	-27,2
		Total Prog. 2040	106 709 374 678	106 709 374 678		207 209 374 678	205 209 374 678		100 500 000 000	94,2	98 500 000 000	92,3
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	2 Dépenses de personnel	65 306 000	65 306 000		65 306 000	65 306 000		0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	27 209 205	27 209 205		27 209 205	27 209 205		0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000		1 050 000 000	1 050 000 000		0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	534 086 430 958	62 133 693 448		532 911 430 958	44 958 693 448		-1 175 000 000	-0,2	-1 175 000 000	-27,6
		Total Prog. 2120	535 228 946 163	535 228 946 163		534 053 946 163	46 101 208 653		-1 175 000 000	-0,2	-1 175 000 000	-3,2
			817 883 384 320	231 953 586 343		963 016 511 050	309 886 713 073		145 133 126 730	17,7	77 933 126 730	33,6
	1013 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	663 196 120	663 196 120		680 858 670	680 858 670		17 662 550	2,7	17 662 550	2,7
		3 Acquisition de biens et services	205 601 287	205 601 287		205 601 287	205 601 287		0	0	0	0
		4 Transferts courants	864 133 170	864 133 170		844 133 170	844 133 170		-20 000 000	-2,3	-20 000 000	-2,3
		Total Prog. 1013	1 732 930 577	1 732 930 577		1 730 593 127	1 730 593 127		-2 337 450	-0,1	-2 337 450	-0,1
2041 Développement du marché intérieur et de la consommation		2 Dépenses de personnel	887 518 940	887 518 940		887 518 940	887 518 940		0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	295 012 972	295 012 972		295 012 972	295 012 972		0	0	0	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	CP	
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	2041 Développement du marché intérieur et de la consommation	4 Transferts courants	1 558 600 000	1 558 600 000	2 708 600 000	2 708 600 000	1 150 000 000	73,8	1 150 000 000	73,8	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 863 000 000	3 863 000 000	4 659 829 209	3 319 362 791	796 829 209	20,6	-543 637 209	-14,1	
		6 Transferts en capital	2 305 000 000	2 305 000 000	1 805 000 000	1 805 000 000	-500 000 000	-21,7	-500 000 000	-21,7	
	Total Prog. 2041	8 909 131 912	8 909 131 912	10 355 961 121	9 015 494 703	1 446 829 209	16,2	105 362 791	1,2		
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	2 Dépenses de personnel	228 939 720	228 939 720	228 939 720	228 939 720	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	168 301 009	168 301 009	168 301 009	168 301 009	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	
	2043 Promo et développement Entrepreneariat privé et des PME/PMI	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 584 794 750	2 584 794 750	2 584 794 750	2 584 794 750	0	0	0	0	
		Total Prog. 2042	3 582 035 479	3 582 035 479	3 582 035 479	3 582 035 479	0	0	0	0	
		2 Dépenses de personnel	74 551 080	74 551 080	74 551 080	74 551 080	0	0	0	0	
3 Acquisition de biens et services		570 343 220	570 343 220	570 343 220	570 343 220	0	0	0	0		
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	2044 Promotion et valorisation des produits locaux	4 Transferts courants	1 535 284 298	1 535 284 298	1 485 284 298	1 485 284 298	-50 000 000	-3,3	-50 000 000	-3,3	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	3 500 000 000	3 500 000 000	3 250 000 000	3 250 000 000	-250 000 000	-7,1	-250 000 000	-7,1	
	Total Prog. 2043	7 180 178 598	7 180 178 598	6 880 178 598	6 880 178 598	-300 000 000	-4,2	-300 000 000	-4,2		
	2044 Promotion et valorisation des produits locaux	4 Transferts courants	522 194 000	522 194 000	522 194 000	522 194 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2044	1 122 194 000	1 122 194 000	1 122 194 000	1 122 194 000	0	0	0	0	
	Total Section 45	2 Dépenses de personnel	22 526 470 566	22 526 470 566	23 670 962 325	22 330 495 907	1 144 491 759	5,1	-195 974 659	-0,9	
		3 Acquisition de biens et services	1 182 100 125	1 182 100 125	1 212 100 125	1 212 100 125	30 000 000	2,5	30 000 000	2,5	
		4 Transferts courants	100 000 000	100 000 000	58 044 121	58 044 121	-41 955 879	-42,0	-41 955 879	-42,0	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement			Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6					
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits					
			AE		CP	AE		CP			
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%			
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Elat	988 602 774		988 602 774	863 602 774		-12,6	-125 000 000	-12,6	
		Total Prog. 1014	3 088 519 219		3 088 519 219	2 971 358 400		-3,8	-117 160 819	-3,8	
	2045 Aménagement et développement urbain	2 Dépenses de personnel	192 968 000		192 968 000		192 968 000		0	0	
		3 Acquisition de biens et services	202 911 817		202 911 817		202 911 817		0	0	
		4 Transferts courants	300 000 000		300 000 000		300 000 000		0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Elat	9 679 830 812		4 679 830 812		9 626 126 790		-0,6	-53 704 022	-1,1
2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2045 Aménagement et développement urbain	6 Transferts en capital	12 644 263 418		12 644 263 418	13 222 886 354		4,6	578 622 936	4,6	
		Total Prog. 2045	23 019 974 047		23 019 974 047	18 544 892 961		2,3	524 918 914	2,3	
	2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2 Dépenses de personnel	177 160 000		177 160 000		177 160 000		0	0	
		3 Acquisition de biens et services	284 000 002		284 000 002		284 000 002		0	0	
		4 Transferts courants	29 433 666 666		29 433 666 666		9 433 666 666		-67,9	-20 000 000 000	-67,9
		5 Investissements exécutés par l'Elat	1 337 389 431		1 337 389 431		1 337 389 431		0	0	
2047 Cadre de vie	2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	6 Transferts en capital	11 959 860 000		11 959 860 000	600 000 000		-95,0	-11 359 860 000	-95,0	
		Total Prog. 2046	43 192 076 099		43 192 076 099	11 832 216 099		-72,6	-31 359 860 000	-72,6	
	2047 Cadre de vie	2 Dépenses de personnel	224 795 228		224 795 228		224 795 228		0	0	
		3 Acquisition de biens et services	2 810 510 244		2 810 510 244		2 810 510 244		0	0	
		4 Transferts courants	30 000 000 000		30 000 000 000		40 000 000 000		33,3	10 000 000 000	33,3
		5 Investissements exécutés par l'Elat	9 706 245 684		9 706 245 684		9 529 116 444		-1,8	-177 129 240	-1,8
Total Section 46	2047 Cadre de vie	6 Transferts en capital	200 000 000		200 000 000	300 000 000		50	100 000 000	50	
		Total Prog. 2047	42 941 551 156		42 941 551 156	52 864 421 916		23,1	9 922 870 760	23,1	
			112 242 120 521		107 242 120 521	86 212 889 376		-18,7	-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
									9 922 870 760	23,1	
									-21 029 231 145	-18,7	
</											

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense		
			Budget			Ressources internes et ressources externes		
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			1-2-3-4-5-6		
			AE	CP	CP	AE	CP	CP
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	222 938 111	222 938 111	243 320 621	243 320 621	243 320 621	20 382 510
		3 Acquisition de biens et services	405 320 922	405 320 922	405 320 922	405 320 922	405 320 922	0
		4 Transferts courants	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	0
		Total Prog. 1015	768 259 033	768 259 033	788 641 543	788 641 543	788 641 543	20 382 510
	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	2 Dépenses de personnel	89 777 000	89 777 000	89 777 000	89 777 000	89 777 000	0
		3 Acquisition de biens et services	36 343 518	36 343 518	36 343 518	36 343 518	36 343 518	0
		4 Transferts courants	2 838 380 000	2 838 380 000	3 388 380 000	3 388 380 000	3 388 380 000	550 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 799 828 000	5 799 828 000	5 799 828 000	5 799 828 000	5 799 828 000	0
		6 Transferts en capital	1 970 000 000	1 970 000 000	1 970 000 000	1 970 000 000	1 970 000 000	0
		Total Prog. 2049	10 734 328 518	10 734 328 518	11 284 328 518	11 284 328 518	11 284 328 518	550 000 000
	Total Section 47		11 502 587 551	11 502 587 551	12 072 970 061	12 072 970 061	12 072 970 061	570 382 510
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	415 164 000	415 164 000	464 019 140	464 019 140	464 019 140	48 855 140
		3 Acquisition de biens et services	266 901 079	266 901 079	225 301 079	225 301 079	225 301 079	-41 600 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	202 980 900	202 980 900	202 980 900	202 980 900	202 980 900	0
		Total Prog. 1016	885 045 979	885 045 979	892 301 119	892 301 119	892 301 119	7 255 140
	2050 Développement de l'offre touristique	2 Dépenses de personnel	142 578 000	142 578 000	142 578 000	142 578 000	142 578 000	0
		3 Acquisition de biens et services	113 740 672	113 740 672	113 740 672	113 740 672	113 740 672	0
		4 Transferts courants	2 509 500 000	2 509 500 000	3 209 500 000	3 209 500 000	3 209 500 000	700 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	41 963 543 279	8 697 438 330	41 963 543 279	8 697 438 330	8 697 438 330	0
		6 Transferts en capital	3 519 000 000	3 519 000 000	4 093 897 708	4 093 897 708	4 093 897 708	574 897 708
		Total Prog. 2050	48 248 361 951	48 248 361 951	49 523 259 659	49 523 259 659	49 523 259 659	1 274 897 708
	Total Section 49		163 576 839 502	163 576 839 502	163 576 839 502	163 576 839 502	163 576 839 502	163 576 839 502

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement		Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022				Projet LFR 2022 - Crédits inscrits				
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	CP	
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	2051 développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	2 Dépenses de personnel	8 817 000	8 817 000	8 817 000	8 817 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	12 807 257	12 807 257	12 807 257	12 807 257	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	857 500 000	857 500 000	737 500 000	737 500 000	-120 000 000	-14,0	-120 000 000	-14,0	
		6 Transferts en capital	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0	
		Total Prog. 2051	879 124 257	879 124 257	959 124 257	959 124 257	80 000 000	9,1	80 000 000	9,1	
		2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	16 289 000	16 289 000	16 289 000	16 289 000	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		14 796 786	14 796 786	64 796 786	64 796 786	50 000 000	337,9	50 000 000	337,9	
	4 Transferts courants		3 909 096 156	3 909 096 156	3 409 096 156	3 409 096 156	-500 000 000	-12,8	-500 000 000	-12,8	
	5 Investissements exécutés par l'Etat		90 844 435 764	13 711 174 500	90 314 435 764	10 938 000 500	-530 000 000	-0,6	-2 773 174 000	-20,2	
	50 Ministère de l'Education Nationale	Total Section 49	6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	2 025 000 000	2 025 000 000	1 025 000 000	102,5	1 025 000 000	102,5
Total Prog. 2052			95 784 617 706	95 784 617 706	95 829 617 706	16 453 182 442	45 000 000	0	-2 198 174 000	-2,3	
2 Dépenses de personnel			145 797 149 893	35 397 783 680	147 204 302 741	34 561 762 528	1 407 152 848	1	-836 021 152	-2,4	
3 Acquisition de biens et services			97 597 411 900	97 597 411 900	152 918 966 390	152 918 966 390	55 321 554 490	56,7	55 321 554 490	56,7	
4 Transferts courants			23 858 796 507	23 858 796 507	26 722 587 297	26 722 587 297	2 863 790 790	12,0	2 863 790 790	12,0	
6 Transferts en capital			1 007 572 000	1 007 572 000	1 007 572 000	1 007 572 000	0	0	0	0	
2053 Education préscolaire		Total Prog. 1017	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	0	0	0	
			2 Dépenses de personnel	11 554 134 000	11 554 134 000	11 554 134 000	11 554 134 000	58 185 345 280	47,0	58 185 345 280	47,0
			3 Acquisition de biens et services	176 785 909	176 785 909	176 785 909	176 785 909	0	0	0	0
			4 Transferts courants	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	0	0	0	0
2053 Education préscolaire	Total Prog. 2053	2 Dépenses de personnel	11 870 171 909	11 870 171 909	11 870 171 909	11 870 171 909	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	176 785 909	176 785 909	176 785 909	176 785 909	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2053	11 870 171 909	11 870 171 909	11 870 171 909	11 870 171 909	0	0	0	0	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			ECART			
			AE		CP	AE		CP	AE		%	CP
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%				
50 Ministère de l'Education Nationale	2054 Enseignement Élémentaire	2 Dépenses de personnel	195 051 501 000		195 051 501 000	195 051 501 000		0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	40 057 984 866		40 057 984 866	47 876 574 370	7 818 589 504	19,5	7 818 589 504	19,5		
		4 Transferts courants	15 861 000 000		15 861 000 000	15 361 000 000	-500 000 000	-3,2	-500 000 000	-3,2		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	31 113 017 516		19 090 630 959	58 044 017 516	26 931 000 000	86,6	0	0		
		6 Transferts en capital	302 000 000		302 000 000	302 000 000	0	0	0	0		
		Total Prog. 2054	282 385 503 382		282 385 503 382	316 635 082 886	277 681 706 329	34 249 589 504	12,1	7 318 589 504	2,6	
	2055 Enseignement Moyen général	2 Dépenses de personnel	102 230 652 000		102 230 652 000	102 230 652 000	0	0	0	0		
3 Acquisition de biens et services		2 723 997 342		2 723 997 342	3 708 157 342	984 160 000	36,1	984 160 000	36,1			
4 Transferts courants		0		0	0	0	0	0	0			
5 Investissements exécutés par l'Etat		5 520 848 478		2 556 602 228	5 520 848 478	2 556 602 228	0	0	0			
2056 Enseignement secondaire général	Total Prog. 2055	2 Dépenses de personnel	110 475 497 820		110 475 497 820	108 495 411 570	984 160 000	0,9	984 160 000	0,9		
		3 Acquisition de biens et services	87 186 609 000		87 186 609 000	87 186 609 000	0	0	0	0		
		4 Transferts courants	1 752 701 843		1 752 701 843	1 752 701 843	0	0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	596 700 000		596 700 000	596 700 000	0	0	0	0		
		6 Transferts en capital	15 484 003 030		1 706 000 000	15 484 003 030	1 706 000 000	0	0	0		
		Total Prog. 2056	105 020 013 873		105 020 013 873	91 242 010 843	0	0	0	0		
	2057 Education de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	261 708 000		261 708 000	261 708 000	0	0	0	0		
3 Acquisition de biens et services		448 201 333		448 201 333	448 201 333	0	0	0	0			
4 Transferts courants		1 000 000 000		1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0			
5 Investissements exécutés par l'Etat		766 086 080		266 086 080	766 086 080	0	0	0	0			
Total Prog. 2057		2 475 995 413		2 475 995 413	1 975 995 413	0	0	0	0			
Total Section 50		635 927 169 317		606 662 533 480	673 150 628 264	93 419 094 784	14,7	56 488 094 784	11,0			

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2022			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			
			AE	CP		AE	CP	AE	CP
52 Ministère des Sports	1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	660 107 140	660 107 140		1 047 535 710	1 047 535 710	387 428 570	387 428 570
		3 Acquisition de biens et services	761 131 628	761 131 628		761 131 628	761 131 628	0	0
		4 Transferts courants	330 000 000	330 000 000		1 175 000 000	1 175 000 000	845 000 000	845 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	100 000 000		300 000 000	100 000 000	0	0
		Total Prog. 1018	2 051 238 768	2 051 238 768		3 283 667 338	3 083 667 338	1 232 428 570	1 232 428 570
			55 807 480	55 807 480		55 807 480	55 807 480	0	0
	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	2 Dépenses de personnel	159 379 651	159 379 651		159 379 651	159 379 651	0	0
		3 Acquisition de biens et services	75 000 000	75 000 000		75 000 000	75 000 000	0	0
		4 Transferts courants	4 440 000 000	590 000 000		4 440 000 000	590 000 000	0	0
		Total Prog. 2058	4 730 187 131	4 730 187 131		4 730 187 131	880 187 131	0	0
53 Ministère de la Culture et de la Communication	2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	2 Dépenses de personnel	220 305 440	220 305 440		220 305 440	220 305 440	0	0
		3 Acquisition de biens et services	6 239 190 883	6 239 190 883		11 464 190 883	11 464 190 883	5 225 000 000	5 225 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	30 449 265 455	24 074 334 065		33 727 528 413	16 247 275 138	3 278 262 958	-7 827 058 927
		Total Prog. 2059	36 908 761 778	36 908 761 778		45 412 024 736	27 931 771 462	8 503 262 958	-2 602 058 927
			43 690 187 677	33 255 256 288		53 425 879 205	31 895 625 931	9 735 691 528	-1 369 630 357
			379 203 000	379 203 000		458 735 710	458 735 710	79 532 710	79 532 710
	1019 pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	798 787 515	798 787 515		1 065 787 432	1 065 787 432	286 999 917	266 999 917
		3 Acquisition de biens et services	120 000 000	120 000 000		120 000 000	120 000 000	0	0
		4 Transferts courants	1 297 990 515	1 297 990 515		1 644 523 142	1 644 523 142	346 532 627	346 532 627
		Total Prog. 1019	1 297 990 515	1 297 990 515		1 644 523 142	1 644 523 142	346 532 627	346 532 627
53 Ministère de la Culture et de la Communication	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2 Dépenses de personnel	529 139 000	529 139 000		529 139 000	529 139 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	429 805 307	429 805 307		429 805 307	429 805 307	0	0
		4 Transferts courants	5 507 352 279	5 507 352 279		5 815 352 279	5 815 352 279	308 000 000	308 000 000
								5,6	5,6

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Budget			1-2-3-4-5-6			
			Ressources internes et ressources externes						
			Crédits inscrits en LFI 2022			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			
			AE		CP	AE		CP	
			VAL ABS	%		VAL ABS	%	VAL ABS	
53 Ministère de la Culture et de la Communication	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 248 000 000		1 310 000 000			1 310 000 000	0
		6 Transferts en capital	2 000 000 000		2 000 000 000			1 500 000 000	-25
		Total Prog. 2061	12 714 296 586		12 714 296 586			9 584 296 586	-1,5
	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2 Dépenses de personnel	34 578 000		34 578 000			34 578 000	0
		3 Acquisition de biens et services	79 542 528		79 542 528			79 542 528	0
		4 Transferts courants	10 605 000 000		10 605 000 000			12 214 000 000	15,2
		Total Prog. 2062	40 719 120 528		40 719 120 528			14 328 120 528	4,0
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2 Dépenses de personnel	123 043 000		123 043 000			123 043 000	0
		3 Acquisition de biens et services	253 929 173		253 929 173			253 929 173	0
		4 Transferts courants	1 303 646 000		1 303 646 000			1 557 446 000	19,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 288 500 000		2 288 500 000			2 588 500 000	13,1
		6 Transferts en capital	2 966 266 719		1 300 000 000			1 400 000 000	3,4
		Total Prog. 2063	6 935 384 892		6 935 384 892			5 922 918 173	9,4
		Total Section 53	61 666 752 521		29 062 525 802			31 479 858 429	3,9
	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	15 915 965 686		15 915 965 686			21 546 331 746	35,4
		3 Acquisition de biens et services	13 553 215 978		13 553 215 978			15 937 095 978	17,6
		4 Transferts courants	16 874 299 000		16 874 299 000			18 789 299 000	11,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	30 950 950 188		15 782 035 188			15 782 035 188	0
		6 Transferts en capital	515 302 350		515 302 350			615 302 350	19,4
		Total Prog. 1020	77 809 773 202		77 809 773 202			72 670 064 262	12,9
		Total	10 029 246 060		10 029 246 060			10 029 246 060	12,9

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	CP
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2064 Santé de base	2 Dépenses de personnel	13 250 207 435	13 250 207 435	13 250 207 435	13 250 207 435	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 806 552 654	1 806 552 654	1 806 552 654	1 806 552 654	0	0	0
		4 Transferts courants	4 777 000 000	4 777 000 000	4 777 000 000	4 777 000 000	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	95 952 199 123	93 402 199 123	95 952 199 123	88 402 199 123	0	0	-5 000 000 000
		6 Transferts en capital	5 999 502 662	1 115 851 562	5 999 502 662	1 115 851 562	0	0	0
		Total Prog. 2064	121 785 461 874	121 785 461 874	121 785 461 874	109 351 810 774	0	0	-5 000 000 000
	2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	18 351 506 964	18 351 506 964	18 351 506 964	18 351 506 964	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	236 582 421	236 582 421	236 582 421	236 582 421	0	0	0
		4 Transferts courants	18 889 715 000	18 889 715 000	19 689 715 000	19 689 715 000	800 000 000	4,2	800 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	26 120 000 000	14 658 719 383	26 120 000 000	14 658 719 383	0	0	0
55 Ministère de la Jeunesse		6 Transferts en capital	3 706 498 955	3 656 498 955	3 706 498 955	3 656 498 955	0	0	0
		Total Prog. 2066	67 304 303 340	67 304 303 340	68 104 303 340	56 593 022 723	800 000 000	1,2	800 000 000
	2067 Protection sociale	2 Dépenses de personnel	1 354 247 732	1 354 247 732	1 354 247 732	1 354 247 732	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	728 236 404	728 236 404	728 236 404	728 236 404	0	0	0
		4 Transferts courants	567 347 671	567 347 671	567 347 671	567 347 671	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	341 234 271	341 234 271	341 234 271	341 234 271	0	0	0
		6 Transferts en capital	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	0	0	0
		Total Prog. 2067	3 211 066 078	3 211 066 078	3 211 066 078	3 211 066 078	0	0	0
	Total Section 54		270 110 604 494	235 996 717 777	280 939 850 554	241 825 963 837	10 829 246 060	4,0	5 829 246 060
		2 Dépenses de personnel	906 159 000	906 159 000	1 132 334 900	1 132 334 900	226 175 900	25,0	226 175 900
55 Ministère de la Jeunesse	1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	1 411 044 742	1 411 044 742	1 411 044 742	1 411 044 742	0	0	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense					
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6					
			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			ECART					
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
55 Ministère de la Jeunesse	1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 Transferts courants	480 000 000	480 000 000	780 000 000	780 000 000	300 000 000	62,5	300 000 000	62,5	62,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	90 650 000	90 650 000	90 650 000	90 650 000	0	0	0	0	0
		Total Prog. 1021	2 887 853 742	2 887 853 742	3 414 029 642	3 414 029 642	526 175 900	18,2	526 175 900	18,2	18,2
	2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	2 Dépenses de personnel	128 527 000	128 527 000	128 527 000	128 527 000	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	30 657 398	30 657 398	30 657 398	30 657 398	0	0	0	0	0
	2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	5 Investissements exécutés par l'Etat	3 503 782 800	3 503 782 800	1 003 782 800	1 003 782 800	-2 500 000 000	-71,4	-2 500 000 000	-71,4	-71,4
		Total Prog. 2068	3 662 967 198	3 662 967 198	1 162 967 198	1 162 967 198	-2 500 000 000	-68,3	-2 500 000 000	-68,3	-68,3
		2 Dépenses de personnel	120 737 000	120 737 000	120 737 000	120 737 000	0	0	0	0	0
	2070 Promotion socioéconomique des Jeunes	3 Acquisition de biens et services	392 654 418	392 654 418	392 654 418	392 654 418	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	575 400 000	575 400 000	575 400 000	575 400 000	0	0	0	0	0
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Total Prog. 2069	1 088 791 418	1 088 791 418	1 088 791 418	1 088 791 418	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 150 000 000	2 150 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000	-100 000 000	-4,7	-100 000 000	-4,7	-4,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 217 687 935	4 217 687 935	3 217 687 935	3 217 687 935	0	0	-1 000 000 000	-23,7	-23,7
		6 Transferts en capital	9 290 320 802	9 290 320 802	9 290 320 802	9 290 320 802	0	0	0	0	0
	Total Section 55	Total Prog. 2070	15 678 008 737	15 678 008 737	14 578 008 737	14 578 008 737	-1 100 000 000	-0,6	-1 100 000 000	-0,6	-7,0
		2 Dépenses de personnel	23 317 621 095	23 317 621 095	20 243 796 995	20 243 796 995	-2 073 824 100	-8,9	-3 073 824 100	-13,2	-13,2
		3 Acquisition de biens et services	371 514 100	371 514 100	439 414 300	439 414 300	67 900 200	18,3	67 900 200	18,3	18,3
		4 Transferts courants	1 441 790 863	1 441 790 863	1 541 790 863	1 541 790 863	100 000 000	6,9	100 000 000	6,9	6,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	657 765 530	657 765 530	657 765 530	657 765 530	0	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	414 350 000	414 350 000	414 350 000	414 350 000	0	0	0	0	0
		Total Prog. 1022	2 885 420 493	2 885 420 493	3 053 320 693	3 053 320 693	167 900 200	5,8	167 900 200	5,8	5,8

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		AE		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2 Dépenses de personnel	4 435 459 520	4 435 459 520	4 435 459 520	4 435 459 520	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 606 970 741	1 606 970 741	1 606 970 741	1 606 970 741	0	0
		4 Transferts courants	10 420 000 000	10 420 000 000	10 420 000 000	10 420 000 000	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 173 900 707	7 173 900 707	7 173 900 707	7 173 900 707	0	0
		6 Transferts en capital	231 000 000	231 000 000	231 000 000	231 000 000	0	0
		Total Prog. 2071	23 867 330 968	23 867 330 968	23 867 330 968	23 867 330 968	0	0
	2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2 Dépenses de personnel	3 882 521 460	3 882 521 460	3 882 521 460	3 882 521 460	0	0
		3 Acquisition de biens et services	655 155 355	655 155 355	655 155 355	655 155 355	0	0
		4 Transferts courants	326 120 000	326 120 000	326 120 000	326 120 000	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 633 051 482	1 633 051 482	1 633 051 482	1 633 051 482	0	0
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	2073 Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	Total Prog. 2072	6 496 848 297	6 496 848 297	6 496 848 297	6 496 848 297	0	0
		2 Dépenses de personnel	279 613 420	279 613 420	279 613 420	279 613 420	0	0
		3 Acquisition de biens et services	398 420 032	398 420 032	398 420 032	398 420 032	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 066 051 911	4 066 051 911	4 066 051 911	4 066 051 911	0	0
		Total Prog. 2073	4 744 085 363	4 744 085 363	4 744 085 363	4 744 085 363	0	0
		Total Section 56	37 993 685 121	37 993 685 121	38 161 585 321	38 161 585 321	167 900 200	0,4
	1023 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	370 429 056	370 429 056	581 687 066	581 687 066	211 258 010	57,0
		3 Acquisition de biens et services	187 841 633	187 841 633	187 841 633	187 841 633	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	299 390 760	299 390 760	310 890 760	310 890 760	11 500 000	3,8
		Total Prog. 1023	857 661 449	857 661 449	1 080 419 459	1 080 419 459	222 758 010	26,0
2098 Famille et genre	2 Dépenses de personnel		162 736 160	162 736 160	162 736 160	162 736 160	0	0
		3 Acquisition de biens et services	333 926 128	333 926 128	433 926 128	433 926 128	100 000 000	29,9

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)		Budget		Sources de financement				Catégories de dépense				Catégories de dépense			
		Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				Projet LFR 2022 - Crédits inscrits				ECART			
		Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		AE		CP		AE		CP	
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	2098 Famille et genre	4 Transferts courants		477 498 400	477 498 400	477 498 400	477 498 400	0	0	0	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat		27 305 125 832	10 066 559 119	27 305 125 832	10 066 559 119	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2098		28 279 286 520	28 279 286 520	28 279 286 520	11 140 719 807	100 000 000	0,4	100 000 000	0,4	100 000 000	0,4	100 000 000	0,4
	2101 Enfance	2 Dépenses de personnel		112 187 000	112 187 000	112 187 000	112 187 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services		269 934 089	269 934 089	269 934 089	269 934 089	0	0	0	0	0	0	0	0
2110 Autonomie Economique des femmes	4 Transferts courants			2 551 461 012	2 551 461 012	2 551 461 012	2 551 461 012	63 000 000	2,5	63 000 000	2,5	63 000 000	2,5	63 000 000	2,5
	5 Investissements exécutés par l'Etat			10 295 000 000	7 295 000 000	10 295 000 000	7 295 000 000	-1 000 000 000	-9,7	-1 000 000 000	-9,7	-1 000 000 000	-9,7	-1 000 000 000	-13,7
	Total Prog. 2101			13 228 582 101	13 228 582 101	13 228 582 101	9 291 582 101	-337 000 000	-7,1	-337 000 000	-7,1	-337 000 000	-7,1	-337 000 000	-7,1
	2 Dépenses de personnel			166 969 708	166 969 708	166 969 708	166 969 708	0	0	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services			130 125 382	130 125 382	130 125 382	130 125 382	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Section 58	4 Transferts courants			1 000 000 000	1 000 000 000	800 000 000	800 000 000	-200 000 000	-20	-200 000 000	-20	-200 000 000	-20	-200 000 000	-20
	5 Investissements exécutés par l'Etat			4 709 800 100	2 692 300 575	4 709 800 100	2 692 300 575	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Prog. 2110			6 006 895 190	6 006 895 190	5 806 895 190	3 789 395 665	-200 000 000	-3,3	-200 000 000	-3,3	-200 000 000	-3,3	-200 000 000	-3,3
				48 372 425 250	26 116 359 022	47 558 183 270	25 302 117 032	-814 241 980	-1,7	-814 241 980	-1,7	-814 241 980	-1,7	-814 241 980	-3,1
				6 803 739 678	6 803 739 678	9 052 190 773	9 052 190 773	2 248 451 095	33,0	2 248 451 095	33,0	2 248 451 095	33,0	2 248 451 095	33,0
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel		1 522 685 991	1 522 685 991	1 522 685 991	1 522 685 991	0	0	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services		50 000 000	50 000 000	30 000 000	30 000 000	-20 000 000	-40	-20 000 000	-40	-20 000 000	-40	-20 000 000	-40
		4 Transferts courants		8 376 425 669	8 376 425 669	10 604 876 764	10 604 876 764	2 228 451 095	26,6	2 228 451 095	26,6	2 228 451 095	26,6	2 228 451 095	26,6
	Total Prog. 1024			8 376 425 669	8 376 425 669	10 604 876 764	10 604 876 764	2 228 451 095	26,6	2 228 451 095	26,6	2 228 451 095	26,6	2 228 451 095	26,6
	2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec	2 Dépenses de personnel		17 316 094 840	17 316 094 840	17 316 094 840	17 316 094 840	0	0	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services		5 911 714 880	5 911 714 880	6 275 889 880	6 275 889 880	364 175 000	6,2	364 175 000	6,2	364 175 000	6,2	364 175 000	6,2
		4 Transferts courants		940 637 600	940 637 600	940 637 600	940 637 600	0	0	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat			10 041 345 451	10 041 345 451	9 786 348 461	9 786 348 461	-254 997 000	-2,5	-254 997 000	-2,5	-254 997 000	-2,5	-254 997 000	-2,5

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense					
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6					
			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			ECART					
			AE	CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec	6 Transferts en capital	30 200 000 000	30 200 000 000		14 214 021 444	14 214 021 444	-15 985 978 556	-52,9	-15 985 978 556	-52,9
		Total Prog. 2077	64 409 792 781	64 409 792 781		48 532 992 225	48 532 992 225	-15 876 800 556	-24,6	-15 876 800 556	-24,6
		2 Dépenses de personnel	99 176 040	99 176 040		99 176 040	99 176 040	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	29 990 130	29 990 130		29 990 130	29 990 130	0	0	0	0
		4 Transferts courants	405 000 000	405 000 000		405 000 000	405 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 425 000 000	2 425 000 000		2 425 000 000	2 425 000 000	0	0	0	0
	2078 Développement de l'apprentissage	6 Transferts en capital	0	0		150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
		Total Prog. 2078	2 959 166 170	2 959 166 170		3 109 166 170	3 109 166 170	150 000 000	5,1	150 000 000	5,1
		2 Dépenses de personnel	47 201 800	47 201 800		47 201 800	47 201 800	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	47 266 246	47 266 246		47 266 246	47 266 246	0	0	0	0
60 Charges non Réparties	2103 Développement de l'emploi	4 Transferts courants	10 000 000 000	10 000 000 000		10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	125 000 000		125 000 000	125 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	0	0		0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2103	10 219 468 046	10 219 468 046		10 219 468 046	10 219 468 046	0	0	0	0
		2 Dépenses de personnel	85 964 852 666	85 964 852 666		72 466 503 205	72 466 503 205	-13 498 349 461	-15,7	-13 498 349 461	-15,7
		3 Acquisition de biens et services	60 853 028 580	60 853 028 580		62 414 710 925	62 414 710 925	1 561 682 345	2,6	1 561 682 345	2,6
	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	4 Transferts courants	74 743 602 000	74 743 602 000		48 453 013 384	48 453 013 384	-26 290 588 616	-35,2	-26 290 588 616	-35,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	69 523 283 779	69 523 283 779		159 658 064 429	159 658 064 429	90 134 780 650	129,6	90 134 780 650	129,6
		6 Transferts en capital	32 500 000 000	32 500 000 000		37 684 681 956	27 583 782 156	5 184 681 956	16,0	-4 916 217 844	-15,1
		Total Prog. 0010	280 731 202 520	280 731 202 520		380 816 485 427	380 816 485 427	100 085 282 907	35,7	68 057 423 119	24,2
60 Charges non Réparties	Total Section 60		280 731 202 520	280 731 202 520		380 816 485 427	380 816 485 427	100 085 282 907	35,7	68 057 423 119	24,2

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE ABS	%	VAL ABS	%
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	2 Dépenses de personnel	284 849 000	284 849 000	293 439 120	3,0	8 590 120	3,0
		3 Acquisition de biens et services	671 568 220	671 568 220	603 621 820	-10,1	-67 946 400	-10,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	261 000 000	261 000 000	328 946 400	26,0	67 946 400	26,0
		6 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	550 000 000	0	0	0
		Total Prog. 1032	1 767 417 220	1 767 417 220	1 776 007 340	0,5	8 590 120	0,5
		2 Dépenses de personnel	231 235 000	231 235 000	231 235 000	0	0	0
	2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	3 Acquisition de biens et services	598 081 035	598 081 035	618 081 035	3,3	20 000 000	3,3
		4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	147 556 000	147 556 000	1 187 552 100	704,8	1 039 996 100	704,8
		6 Transferts en capital	5 389 475 335	5 389 475 335	5 689 475 335	5,3	500 000 000	9,3
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	Total Prog. 2022	6 516 347 370	6 516 347 370	8 076 343 470	23,9	1 559 996 100	23,9
		2 Dépenses de personnel	476 966 000	476 966 000	476 966 000	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 384 916 481	1 384 916 481	1 384 916 481	0	0	0
		4 Transferts courants	7 682 744 848	7 682 744 848	8 170 244 848	6,3	487 500 000	6,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 549 470 600	1 549 470 600	1 549 470 600	0	0	0
		6 Transferts en capital	8 900 000 000	8 900 000 000	6 000 000 000	-32,6	-2 900 000 000	-32,6
	Total Section 61	Total Prog. 2034	19 994 097 929	19 994 097 929	17 581 597 929	-12,1	-2 412 500 000	-12,1
		2 Dépenses de personnel	28 277 862 519	28 277 862 519	27 433 948 739	-3,0	-843 913 780	-3,0
		3 Acquisition de biens et services	1 854 710 340	1 854 710 340	1 882 902 930	1,5	28 192 590	1,5
		4 Transferts courants	871 069 677	871 069 677	816 584 979	-6,3	-54 484 698	-6,3
		29 142 000	29 142 000	1 202 173 248	1 202 173 248	4025,2	1 173 031 248	4025,2
		Total Prog. 1025	2 754 922 017	2 754 922 017	3 901 661 157	41,6	1 146 739 140	41,6

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement		Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	2079 Productions animales	2 Dépenses de personnel	247 145 820	247 145 820	247 145 820	247 145 820	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	155 521 554	155 521 554	152 621 554	152 621 554	-2 900 000	-1,9	-2 900 000	-1,9
		4 Transferts courants	770 000 000	770 000 000	1 770 000 000	1 770 000 000	1 000 000 000	129,9	1 000 000 000	129,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	19 263 858 434	19 263 858 434	18 709 027 567	18 209 027 567	-559 830 867	-2,9	-1 059 830 867	-5,5
		6 Transferts en capital	3 757 590 883	3 757 590 883	3 757 590 883	3 757 590 883	0	0	0	0
		Total Prog. 2079	24 199 116 691	24 199 116 691	24 636 385 824	24 136 385 824	437 269 133	1,8	-62 730 867	-0,3
	2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	2 Dépenses de personnel	139 692 260	139 692 260	139 692 260	139 692 260	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	229 790 721	229 790 721	229 572 185	229 572 185	-218 536	-0,1	-218 536	-0,1
		4 Transferts courants	56 421 465	56 421 465	56 421 465	56 421 465	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	1 426 256 279	1 426 256 279	1 426 256 279	1 426 256 279	0	0	0	0
2081 Mise en marché des produits animaux	Total Prog. 2080	1 852 160 725	1 852 160 725	1 851 942 189	1 851 942 189	-218 536	0	-218 536	0	
	2 Dépenses de personnel	63 227 700	63 227 700	63 227 700	63 227 700	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	12 885 831	12 885 831	11 585 831	11 585 831	-1 300 000	-10,1	-1 300 000	-10,1	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	196 872 078	196 872 078	194 022 078	194 022 078	-2 850 000	-1,4	-2 850 000	-1,4	
	Total Prog. 2081	272 985 609	272 985 609	268 835 609	268 835 609	-4 150 000	-1,5	-4 150 000	-1,5	
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	Total Section 62	29 079 185 042	29 079 185 042	30 658 824 779	30 158 824 779	1 579 639 737	5,4	1 079 639 737	3,7	
	2 Dépenses de personnel	283 960 380	283 960 380	301 755 440	301 755 440	17 795 060	6,3	17 795 060	6,3	
	3 Acquisition de biens et services	187 214 333	187 214 333	187 214 333	187 214 333	0	0	0	0	
	4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0	
	Total Prog. 1026	511 174 713	511 174 713	528 969 773	528 969 773	17 795 060	3,5	17 795 060	3,5	
2083 Economie numérique	2 Dépenses de personnel	185 945 000	185 945 000	185 945 000	185 945 000	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	61 610 651	61 610 651	61 610 651	61 610 651	0	0	0	0	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)		Budget		Source de financement		Catégories de dépense		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART		Catégories de dépense	
		Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Source de financement		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART		Catégories de dépense		Catégories de dépense	
		Programme	Catégorie dépense	AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	2083 Economie numérique		4 Transferts courants	3 750 000 000	3 750 000 000	4 550 000 000	4 550 000 000	4 550 000 000	4 550 000 000	800 000 000	21,3	800 000 000	21,3	800 000 000	21,3
			5 Investissements exécutés par l'Etat	13 844 495 635	13 844 495 635	11 458 827 035	9 458 827 035	11 458 827 035	9 458 827 035	-2 385 668 600	-17,2	-4 385 668 600	-31,7	-4 385 668 600	-31,7
			6 Transferts en capital	3 119 000 000	3 119 000 000	2 619 000 000	2 619 000 000	2 619 000 000	2 619 000 000	-500 000 000	-16,0	-500 000 000	-16,0	-500 000 000	-16,0
			Total Prog. 2083	20 961 051 286	20 961 051 286	18 875 382 686	16 875 382 686	18 875 382 686	16 875 382 686	-2 085 668 600	-10	-4 085 668 600	-19,5	-4 085 668 600	-19,5
	2084 Secteur postal		2 Dépenses de personnel	31 479 000	31 479 000	31 479 000	31 479 000	31 479 000	31 479 000	0	0	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	17 901 689	17 901 689	17 901 689	17 901 689	17 901 689	17 901 689	0	0	0	0	0	0
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire			4 Transferts courants	3 100 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	0	0	0	0	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	264 999 792	264 999 792	264 999 792	264 999 792	264 999 792	264 999 792	0	0	0	0	0	0
			Total Prog. 2084	3 414 380 481	3 414 380 481	22 818 732 940	20 818 732 940	22 818 732 940	20 818 732 940	-2 067 873 540	-8,3	-4 067 873 540	-16,3	-4 067 873 540	-16,3
	Total Section 63			24 886 605 480	24 886 605 480	22 818 732 940	20 818 732 940	22 818 732 940	20 818 732 940	15 295 060	6,3	15 295 060	6,3	15 295 060	6,3
	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative		2 Dépenses de personnel	244 596 380	244 596 380	259 891 440	259 891 440	259 891 440	259 891 440	15 295 060	6,3	15 295 060	6,3	15 295 060	6,3
			3 Acquisition de biens et services	486 775 701	486 775 701	486 775 701	486 775 701	486 775 701	486 775 701	0	0	0	0	0	0
2102 Promotion de la microfinance			5 Investissements exécutés par l'Etat	104 956 500	104 956 500	104 956 500	104 956 500	104 956 500	104 956 500	0	0	0	0	0	0
			Total Prog. 1569	836 323 581	836 323 581	851 623 641	851 623 641	851 623 641	851 623 641	15 295 060	1,8	15 295 060	1,8	15 295 060	1,8
			2 Dépenses de personnel	23 838 000	23 838 000	23 838 000	23 838 000	23 838 000	23 838 000	0	0	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	57 179 350	57 179 350	57 179 350	57 179 350	57 179 350	57 179 350	0	0	0	0	0	0
			4 Transferts courants	863 000 000	863 000 000	1 563 000 000	1 563 000 000	1 563 000 000	1 563 000 000	700 000 000	81,1	700 000 000	81,1	700 000 000	81,1
			5 Investissements exécutés par l'Etat	9 051 713 305	9 051 713 305	8 138 713 305	8 138 713 305	8 138 713 305	8 138 713 305	87 000 000	1	-913 000 000	-10,1	-913 000 000	-10,1
2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)			6 Transferts en capital	791 249 514	791 249 514	791 249 514	791 249 514	791 249 514	791 249 514	0	0	0	0	0	0
			Total Prog. 2102	10 786 980 169	10 786 980 169	11 573 980 169	10 573 980 169	11 573 980 169	10 573 980 169	787 000 000	7,3	-213 000 000	-2,0	-213 000 000	-2,0
			2 Dépenses de personnel	58 494 000	58 494 000	58 494 000	58 494 000	58 494 000	58 494 000	0	0	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	214 598 039	214 598 039	214 598 039	214 598 039	214 598 039	214 598 039	0	0	0	0	0	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense				
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6				
			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			ECART				
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	4 Transferts courants	500 000 000	500 000 000	800 000 000	800 000 000	300 000 000	60	300 000 000	60
	Total Section 64	Total Prog. 2118	773 092 039	773 092 039	1 073 092 039	1 073 092 039	300 000 000	38,8	300 000 000	38,8
			12 396 400 789	12 396 400 789	13 498 695 849	12 498 695 849	1 102 295 060	8,9	1 102 295 060	8,9
			300 902 000	300 902 000	487 632 640	487 632 640	186 730 640	62,1	186 730 640	62,1
			217 139 980	217 139 980	217 139 980	217 139 980	0	0	0	0
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	2 000 000 000	300 000 000	2 000 000 000	300 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 1027	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 000 000 000	4 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	3 000 000 000	75	3 000 000 000	75
		6 Transferts en capital	6 518 041 980	6 518 041 980	9 704 772 620	8 004 772 620	3 186 730 640	48,9	3 186 730 640	48,9
			55 748 000	55 748 000	55 748 000	55 748 000	0	0	0	0
			32 445 369	32 445 369	32 445 369	32 445 369	0	0	0	0
2085 Coherence territoriale	Total Prog. 2085	4 Transferts courants	1 715 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	24 520 624 247	6 395 824 247	24 520 624 247	6 395 824 247	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	14 886 356 036	6 536 356 036	15 142 182 002	6 792 182 002	255 825 966	1,7	255 825 966	3,9
			41 210 173 852	41 210 173 852	41 465 999 618	14 991 199 618	255 825 966	0,6	255 825 966	0,6
			504 135 000	504 135 000	504 135 000	504 135 000	0	0	0	0
2086 Gouvernance territoriale	Total Prog. 2086	3 Acquisition de biens et services	359 239 739	359 239 739	378 239 739	378 239 739	19 000 000	5,3	19 000 000	5,3
		4 Transferts courants	900 000 000	900 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	500 000 000	55,6	500 000 000	55,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 597 476 266	1 597 476 266	1 597 476 266	1 597 476 266	0	0	0	0
			3 360 851 005	3 360 851 005	3 879 851 005	3 879 851 005	519 000 000	15,4	519 000 000	15,4
			39 068 000	39 068 000	39 068 000	39 068 000	0	0	0	0
2087 Financement du développement territorial	Total Prog. 2087	3 Acquisition de biens et services	83 919 556	83 919 556	83 919 556	83 919 556	0	0	0	0
		4 Transferts courants	33 725 000 000	33 725 000 000	33 725 000 000	33 725 000 000	0	0	0	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		AE		CP		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	2087 Financement du développement territorial	5 Investissements exécutés par l'Etat	72 112 150	72 112 150	72 112 150	72 112 150	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	62 006 671 582	62 006 671 582	64 828 060 036	64 828 060 036	2 821 383 454	4,6	2 821 388 454	4,6	
	Total Prog. 2087		95 926 771 288	95 926 771 288	98 748 159 742	98 748 159 742	2 821 383 454	2,9	2 821 388 454	2,9	
	Total Section 65		147 015 837 925	118 841 037 925	153 798 782 985	125 623 982 985	6 782 945 060	4,6	6 782 945 060	5,7	
			434 236 216	434 236 216	492 341 356	492 341 356	58 105 140	13,4	58 105 140	13,4	
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	205 217 782	205 217 782	205 217 782	205 217 782	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	1 600 000 000	1 600 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	250 000 000	15,6	250 000 000	15,6	
	Total Prog. 1028		2 239 453 998	2 239 453 998	2 547 559 138	2 547 559 138	308 105 140	13,8	308 105 140	13,8	
	2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	152 613 000	152 613 000	152 613 000	152 613 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	65 227 691	65 227 691	65 227 691	65 227 691	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	3 252 653 470	3 252 653 470	3 252 653 470	3 252 653 470	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	48 209 566 343	13 332 223 300	48 059 566 343	13 182 223 300	-150 000 000	-0,3	-150 000 000	-1,1	
		6 Transferts en capital	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0	
	Total Prog. 2088		52 030 060 504	52 030 060 504	51 880 060 504	17 002 717 461	-150 000 000	-0,3	-150 000 000	-0,3	
2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	2 Dépenses de personnel		220 449 000	220 449 000	220 449 000	220 449 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	217 948 304	217 948 304	217 948 304	217 943 304	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	194 793 767 440	32 525 999 158	192 593 767 440	30 325 999 158	-2 200 000 000	-1,1	-2 200 000 000	-6,8	
		6 Transferts en capital	8 675 000 000	8 675 000 000	11 875 000 000	11 875 000 000	3 200 000 000	36,9	3 200 000 000	36,9	
	Total Prog. 2089		205 607 164 744	205 607 164 744	206 607 164 744	44 339 395 462	1 000 000 000	0,5	1 000 000 000	0,5	
	2 Dépenses de personnel		277 200 800	277 200 800	277 200 800	277 200 800	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services		171 095 000	171 095 000	171 095 000	171 095 000	0	0	0	0	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense					
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6					
			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			ECART					
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	CP
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	5 Investissements exécutés par l'Etat	204 612 962 052	52 576 431 523	205 612 962 052	47 576 431 523	1 000 000 000	0,5	-5 000 000 000	-9,5	
		6 Transferts en capital	12 518 713 000	12 518 713 000	14 786 979 000	14 786 979 000	2 268 266 000	18,1	2 268 266 000	18,1	
		Total Prog. 2090	217 579 970 852	217 579 970 852	220 848 236 852	62 811 706 323	3 268 266 000	1,5	-2 731 734 000	-1,3	
		Total Section 68	477 456 650 098	128 275 008 244	481 883 021 238	126 701 379 384	4 426 371 140	0,9	-1 573 628 860	-1,2	
	71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	2 Dépenses de personnel	111 307 000	111 307 000	119 572 020	119 572 020	8 265 020	7,4	8 265 020	7,4	
		3 Acquisition de biens et services	360 585 500	360 585 500	360 585 500	360 585 500	0	0	0	0	
		Total Prog. 1570	471 892 500	471 892 500	480 157 520	480 157 520	8 265 020	1,8	8 265 020	1,8	
		2121 Développement de l'artisanat	163 424 000	163 424 000	163 424 000	163 424 000	0	0	0	0	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2122 Transformation Encadrement Economie Informelle	3 Acquisition de biens et services	61 345 000	61 345 000	61 345 000	61 345 000	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	1 374 712 200	1 374 712 200	1 574 712 200	1 574 712 200	200 000 000	14,5	200 000 000	14,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2121	5 249 481 200	5 249 481 200	5 449 481 200	5 449 481 200	200 000 000	3,8	200 000 000	3,8	
		3 Acquisition de biens et services	52 000 000	52 000 000	52 000 000	52 000 000	0	0	0	0	
	Total Section 71	5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2122	352 000 000	352 000 000	352 000 000	352 000 000	0	0	0	0	
		2 Dépenses de personnel	6 073 373 700	6 073 373 700	6 281 638 720	6 281 638 720	208 265 020	3,4	208 265 020	3,4	
		3 Acquisition de biens et services	401 942 800	401 942 800	492 373 040	492 373 040	90 430 240	22,5	90 430 240	22,5	
	2091 Education supérieure	4 Transferts courants	3 896 408 187	3 896 408 187	4 996 408 187	4 996 408 187	1 100 000 000	28,2	1 100 000 000	28,2	
		Total Prog. 1029	4 638 350 987	4 638 350 987	5 688 781 227	5 688 781 227	1 050 430 240	22,6	1 050 430 240	22,6	
		2 Dépenses de personnel	112 005 820	112 005 820	112 005 820	112 005 820	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	220 834 748	220 834 748	220 834 748	220 834 748	0	0	0	0	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART		CP		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2091 Éducation supérieure	4 Transferts courants	82 855 201 844	82 855 201 844	89 673 740 598	89 673 740 598	6 818 538 754	8,2	6 818 538 754	8,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	65 755 356 226	21 214 149 770	75 275 167 550	25 533 961 094	9 519 811 324	14,5	4 319 811 324	20,4	
		6 Transferts en capital	36 033 111 712	36 033 111 712	40 143 716 201	40 143 716 201	4 110 604 489	11,4	4 110 604 489	11,4	
		Total Prog. 2091	184 976 510 350	184 976 510 350	205 425 464 917	155 684 258 461	20 448 954 567	11,1	15 248 954 567	8,2	
		2 Dépenses de personnel universitaires		48 780 300	48 780 300	48 780 300	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	133 999 989	133 999 989	133 999 989	133 999 989	0	0	0	0	
	Total Section 75	4 Transferts courants	85 798 337 000	85 798 337 000	93 298 337 000	93 298 337 000	7 500 000 000	8,7	7 500 000 000	8,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	79 289 189 505	14 132 189 505	75 892 129 505	10 735 129 505	-3 397 060 000	-4,3	-3 397 060 000	-24,0	
		6 Transferts en capital	13 000 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2092	178 270 306 794	178 270 306 794	182 373 246 794	117 216 246 794	4 102 940 000	2,3	4 102 940 000	2,3	
83 Ministère des Mines et de la Géologie	1566 Pilotage, Coordination et Gestion administrative		367 885 168 131	258 186 951 675	393 487 492 938	278 589 286 482	25 602 324 807	7,0	20 402 324 807	7,9	
		2 Dépenses de personnel	250 854 000	250 854 000	266 516 550	266 516 550	15 662 550	6,2	15 662 550	6,2	
		3 Acquisition de biens et services	212 648 579	212 648 579	219 391 679	219 391 679	6 743 100	3,2	6 743 100	3,2	
		4 Transferts courants	818 000 000	818 000 000	718 000 000	718 000 000	-100 000 000	-12,2	-100 000 000	-12,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	281 850 000	281 850 000	480 869 900	480 869 900	199 019 900	70,6	199 019 900	70,6	
		Total Prog. 1566	1 563 352 579	1 563 352 579	1 684 778 129	1 684 778 129	121 425 550	7,8	121 425 550	7,8	
	2115 Mines	2 Dépenses de personnel	132 898 000	132 898 000	132 898 000	132 898 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	223 045 084	223 045 084	223 045 084	223 045 084	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	200 000 000	200 000 000	350 000 000	350 000 000	150 000 000	75	150 000 000	75	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	
Total Prog. 2115	6 Transferts en capital	3 700 000 000	3 700 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	-700 000 000	-18,9	-700 000 000	-18,9		
		4 455 943 084	4 455 943 084	3 905 943 084	3 905 943 084	-550 000 000	-12,3	-550 000 000	-12,3		

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2022 - Crédits inscrits			ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	CP
83 Ministère des Mines et de la Géologie	2116 Géologie	2 Dépenses de personnel	41 440 000	41 440 000	41 440 000	41 440 000	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	31 160 039	31 160 039	31 160 039	31 160 039	0	0	0
		4 Transferts courants	906 630 000	906 630 000	906 630 000	906 630 000	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	535 481 000	535 481 000	580 151 000	580 151 000	44 670 000	8,3	44 670 000
		Total Prog. 2116	1 514 711 039	1 514 711 039	1 559 381 039	1 559 381 039	44 670 000	2,9	44 670 000
			7 534 006 702	7 534 006 702	7 150 102 252	7 150 102 252	-383 904 450	-5,1	-383 904 450
84 Ministère du développement communautaire et Territoriale	1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2 Dépenses de personnel	336 204 000	336 204 000	436 561 810	436 561 810	100 357 810	29,9	100 357 810
		3 Acquisition de biens et services	366 609 732	366 609 732	366 609 732	366 609 732	0	0	0
		4 Transferts courants	215 000 000	215 000 000	415 000 000	415 000 000	200 000 000	93,0	200 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	0	0
		Total Prog. 1035	1 042 813 732	1 042 813 732	1 343 171 542	1 343 171 542	300 357 810	28,8	300 357 810
			242 747 000	242 747 000	242 747 000	242 747 000	0	0	0
2105 DEVELOPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2105 DEVELOPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	168 793 711	168 793 711	168 793 711	168 793 711	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	13 500 000 000	13 500 000 000	11 500 000 000	11 500 000 000	-2 000 000 000	-14,8	-2 000 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	48 385 514 286	48 385 514 286	49 385 514 286	49 385 514 286	1 000 000 000	2,1	1 000 000 000
		6 Transferts en capital	62 297 054 997	62 297 054 997	61 297 054 997	61 297 054 997	-1 000 000 000	-1,6	-1 000 000 000
		Total Prog. 2105	62 297 054 997	62 297 054 997	61 297 054 997	61 297 054 997	-1 000 000 000	-1,6	-1 000 000 000
			30 542 000	30 542 000	30 542 000	30 542 000	0	0	0
2108 EQUITE SOCIALE	2108 EQUITE SOCIALE	2 Dépenses de personnel	27 047 522	27 047 522	27 047 522	27 047 522	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	23 800 000 000	23 800 000 000	24 500 000 000	24 500 000 000	700 000 000	2,9	700 000 000
		4 Transferts courants	3 560 000 000	3 560 000 000	3 560 000 000	3 560 000 000	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	35 500 000 000	35 500 000 000	35 500 000 000	35 500 000 000	0	0	0
		6 Transferts en capital	62 917 589 522	62 917 589 522	63 617 589 522	63 617 589 522	700 000 000	1,1	700 000 000
		Total Prog. 2108	62 917 589 522	62 917 589 522	63 617 589 522	63 617 589 522	700 000 000	1,1	700 000 000

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense			
		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
		Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor							
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense		Crédits inscrits en LFI 2022		Projet LFR 2022 - Crédits inscrits		ECART	
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	Total Section 84			126 257 458 251	126 257 458 251	126 257 816 061	126 257 816 061	357 810	0
TOTAL GENERAL				6 729 138 834 965	4 394 715 000 000	7 675 613 450 524	4 702 909 116 825	946 474 615 559	14,1
								308 194 116 825	7,0

ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFR 2022	% PIB
Ressources	3498,1	
Recettes ordinaires hors dons	3232,1	
recettes fiscales	3052,1	
recettes non fiscales	180,0	
Recettes exceptionnelles	0,00	
Dons budgétaires	46,0	
Ressources externes	220,0	
Tirages sur subventions	220,0	
Charges	4553,2	
Dettes publiques (intérêt + commissions)	350,0	
Intérêts et commission dette extérieure	240,5	
Intérêts et commission dette intérieure	109,5	
Dépenses de personnel	1037,0	
Autres dépenses courantes	1412,4	
Dépenses en capital sur ressources internes	1018,8	
Dépenses en capital sur ressources externes	735,0	
Prêts rétrocédés		
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-1055,1	-6,23%
PIB 2022		16922,4

ANNEXE V : RESERVES DE GESTION ET DE PRECAUTION

LIBELLE SECTION	LIBELLE CHAPITRE	MONTANT
CHARGES COMMUNES	RESERVE DE GESTION INVESTISSEMENT	15 000 000 000
CHARGES COMMUNES	RESERVE DE GESTION FONCTIONNEMENT	15 000 000 000
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	TRAVAUX DE REHABILITATION DES SIX VEGETTES	1 500 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	ENTRETIEN ROUTIER	10 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE : MATAM - RANEROU- GOUDIRY	900 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE	2 000 000 000
l'Aménagement des Territoires	PROJET DE RELEVEMENT D'URGENCE ET DE RESILIENCE A SAINT-LOUIS	700 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROGRAMME DE CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES UNIVERSITAIRES	2 000 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE CONSTRUCTION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES	1 750 000 000
Ministère des Forces Armées	PROJET DE RENFORCEMENT DES MOYENS DE LA DEFENSE NATIONALE "GAIN DE 1"	5 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE LOUGA-DAHRA	3 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	PROJET D'ENTRETIEN ET REHABILITATION DES PISTES PAR LA TECHNOLOGIE "PROBASE"	2 000 000 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN TIERS SUD	2 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROJET D'APPUI A L'ACCES A L'ELECTRICITE (PAMACEL)	3 150 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROJET D'ELECTRIFICATION DE 177 VILLAGES PAR DES MINI CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES SOLAIRES	2 000 000 000
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU SUD	2 000 000 000
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	PROJET INVESTIR DANS PREMIERES ANNEES POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN AU SENEGAL (PIPADHS)	4 000 000 000
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	SMART SENEGAL	2 000 000 000
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA ZONE NORD DE DAKAR	2 000 000 000
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	PROJET EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEAMIR)	3 000 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE CONSTRUCTION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES / UNIVERSITES DE THIES - SINE SALOUM - BAMBEY ET ZIGUINCHOR	1 000 000 000
TOTAL		80 000 000 000

ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE

En milliards FCFA

TYPES DE DETTE	TOTAL 2022		
	Principal	I & C	Total
MULTILATERAUX	146,50	48,89	195,39
IDA/BIRD	35,31	19,00	54,31
BEI/FED	2,05	2,24	4,29
BAD/FAD	16,71	6,25	22,96
OPEP/BADEA/BID	38,90	7,39	46,29
AUTRES	53,53	14,00	67,53
BILATERAUX	166,85	53,20	220,05
PAYS DE L'OCDE	52,44	13,74	66,18
PAYS ARABES	15,56	3,83	19,39
AUTRES	98,85	35,63	134,48
CREDITS A L'EXPORTATION	71,12	8,90	80,02
COMMERCIALE	99,67	136,73	236,40
EUROBOND	70,74	132,50	203,24
CREDIT SUESE	0,00	0,00	0,00
AFREXIMBANK	16,40	2,43	18,83
SCBANK	12,53	1,80	14,33
TOTAL dette extérieure HORS PPTE/IADM	484,14	247,72	731,86
Rachat DTS FMI	0,00	3,23	3,23
Autres Emprunts LT	8,07	1,50	9,57
Obligations du Trésor par Adjudication	212,10	86,70	298,80
Bons du Trésor par Adjudication	105,00	0,00	105,00
Obligations du trésor par les sukuk	25,00	7,27	32,27
Obligations par Appel Public à l'Épargne	19,50	3,58	23,08
TOTAL dette intérieure	369,66	102,28	471,94
TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	853,80	350,00	1 203,80

ANNEXE VII : TABLEAU MATRIciel CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DU BUDGET GENERAL

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général			Ressources internes et ressources externes		Classification Economique - Catégorie de dépense															
Classification administrative			Charges financières dette		Dépenses de personnel		Acquisition de biens et services		Transferts courants				Investissements exécutés par l'Etat				Transferts en capital		Total	
Section (Ministère ou Institution)			AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
10 Dette Publique			350 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350 000 000 000	350 000 000 000		
21 Présidence de la République			0	11 695 118 039	7 685 872 799	7 685 872 799	45 987 387 870	45 987 387 870	1 581 156 714	614 077 501	14 702 006 287	14 702 006 287	0	0	0	0	81 651 551 709	80 684 452 496		
22 Assemblée Nationale			0	0	0	0	17 265 015 137	17 265 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	17 265 015 137	17 265 015 137		
24 Conseil Economique Social et Environnemental			0	0	0	0	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284	7 541 040 284		
25 Conseil Constitutionnel			0	633 583 600	0	0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1 233 583 600	1 233 583 600		
27 Cour Suprême			0	1 052 252 000	0	0	1 454 530 000	1 454 530 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 506 782 000	2 506 782 000		
28 Cour des Comptes			0	2 434 204 530	0	0	5 981 253 695	5 981 253 695	0	0	1 025 555 441	1 025 555 441	0	0	0	0	9 441 013 666	9 441 013 666		
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales			0	0	0	0	6 300 000 000	6 300 000 000	0	0	2 250 000 000	2 250 000 000	0	0	0	0	8 550 000 000	8 550 000 000		
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SG3)			0	3 887 956 000	4 171 138 296	4 171 138 296	6 912 924 496	6 912 924 496	5 665 251 224	5 665 251 224	16 414 539 867	10 441 943 500	37 051 809 883	31 079 213 516	0	0	0	0		
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Extérieur			0	25 529 709 991	34 927 852 949	34 927 852 949	5 595 929 750	5 595 929 750	3 302 675 277	3 302 675 277	1 250 000 000	1 250 000 000	70 606 157 967	70 606 157 967	0	0	0	0		
32 Ministère des Forces Armées			0	136 844 895 165	58 847 982 515	58 847 982 515	6 510 000 000	6 510 000 000	111 017 925 969	40 894 635 140	122 146 425 618	27 082 621 000	435 367 229 267	270 180 133 820	0	0	0	0		
33 Ministère de l'Intérieur			0	75 511 444 842	28 232 898 613	28 232 898 613	32 446 372 808	32 446 372 808	158 279 896 482	11 955 132 546	14 161 718 698	14 161 718 698	308 632 301 443	162 307 557 507	0	0	0	0		
34 Ministère de la Justice			0	24 803 506 506	12 616 477 029	12 616 477 029	7 072 000 000	7 072 000 000	7 511 439 024	7 511 439 024	26 700 000 000	26 700 000 000	78 703 422 559	78 703 422 559	0	0	0	0		
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public			0	1 675 559 310	1 501 515 182	1 501 515 182	645 000 000	645 000 000	2 898 236 490	2 138 139 600	0	0	6 720 310 982	5 960 214 092	0	0	0	0		
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions			0	1 376 048 310	2 019 303 614	2 019 303 614	1 450 000 000	1 450 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	5 895 351 924	5 895 351 924	0	0	0	0		
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime			0	1 216 907 060	642 519 275	642 519 275	10 334 138 977	10 334 138 977	105 728 208 128	26 432 610 814	2 808 833 000	2 808 833 000	41 435 039 126	41 435 039 126	0	0	0	0		
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement			0	779 137 462	1 065 574 795	1 065 574 795	14 860 000 000	14 860 000 000	768 169 017 691	157 407 310 017	259 305 426 126	112 047 507 566	1 044 179 156 074	286 159 529 840	0	0	0	0		
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural			0	2 147 044 770	1 469 900 774	1 469 900 774	27 179 963 200	27 179 963 200	369 038 534 566	84 660 894 219	64 056 262 148	64 056 262 148	463 891 755 458	179 514 095 111	0	0	0	0		

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général	Ressources internes et ressources externes											
	Classification administrative				Classification Economique - Catégorie de dépense							
	Charges financières dette	Depenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
Section (Ministère ou Institution)		AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
43 Ministère des Finances et du Budget	0	27 581 674 011	15 722 707 338	15 722 707 338	27 458 691 680	27 458 691 680	63 839 383 746	27 339 238 756	152 839 530 075	136 115 288 605	287 441 986 851	234 237 600 391
44 Ministère du Pétrole et des Energies	0	503 124 060	446 368 027	446 368 027	205 200 681 000	205 200 681 000	695 725 837 963	91 796 039 986	61 140 500 000	11 940 500 000	963 016 511 050	309 886 713 073
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	0	1 871 868 410	1 239 258 488	1 239 258 488	6 160 211 468	6 160 211 468	9 344 623 959	8 004 157 541	5 055 000 000	5 055 000 000	23 670 962 325	22 330 495 907
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	0	1 432 534 608	4 509 522 188	4 509 522 188	49 791 710 787	49 791 710 787	21 356 235 439	16 336 235 439	14 122 886 354	14 122 886 354	91 212 889 376	86 212 889 376
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	0	333 097 621	441 664 440	441 664 440	3 528 380 000	3 528 380 000	5 796 828 000	5 796 828 000	1 970 000 000	1 970 000 000	12 072 970 061	12 072 970 061
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	0	631 703 140	416 645 794	416 645 794	7 356 096 156	7 356 096 156	132 480 959 943	19 838 419 730	6 318 897 708	6 318 897 708	147 204 302 741	34 551 762 528
50 Ministère de l'Education Nationale	0	549 203 570 390	80 685 008 094	80 685 008 094	18 104 524 000	18 104 524 000	81 051 161 617	24 855 525 780	302 000 000	302 000 000	729 346 264 101	673 150 628 264
52 Ministère des Sports	0	1 323 648 630	12 384 702 162	12 384 702 162	1 250 000 000	1 250 000 000	38 467 528 413	16 937 275 139	0	0	53 425 879 205	31 895 625 931
53 Ministère de la Culture et de la Communication	0	1 145 496 710	1 829 064 440	1 829 064 440	19 706 798 279	19 706 798 279	36 836 500 000	5 898 500 000	4 586 266 719	2 900 000 000	64 084 125 148	31 479 858 428
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	54 502 293 877	18 708 467 457	18 708 467 457	43 823 361 671	43 823 361 671	153 364 423 582	119 134 187 965	10 541 303 567	5 607 652 867	280 939 850 554	241 825 963 837
55 Ministère de la Jeunesse	0	1 381 598 900	1 854 356 558	1 854 356 558	2 830 000 000	2 830 000 000	5 887 520 735	4 837 520 735	9 290 320 802	9 290 320 802	21 243 796 995	20 243 796 995
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	0	9 037 008 700	4 202 336 991	4 202 336 991	11 403 885 530	11 403 885 530	13 287 354 100	13 237 354 100	231 000 000	231 000 000	38 151 585 321	38 151 585 321
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	0	1 023 579 934	1 021 827 232	1 021 827 232	3 891 959 412	3 891 959 412	41 620 816 692	19 354 750 454	0	0	47 558 183 270	25 302 117 032
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage	0	26 514 663 453	7 875 832 247	7 875 832 247	11 375 637 600	11 375 637 600	12 336 348 461	12 336 348 461	14 384 021 444	14 384 021 444	72 486 503 205	72 486 503 205
60 Charges non Réparties	0	62 414 710 925	48 453 013 384	48 453 013 384	159 658 064 429	159 658 064 429	37 684 681 956	27 533 762 156	72 606 014 733	50 679 054 745	380 816 485 427	348 788 625 639
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	0	1 001 640 120	2 606 619 336	2 606 619 336	8 320 244 848	8 320 244 848	3 085 969 100	3 085 969 100	12 439 475 335	12 439 475 335	27 433 948 739	27 433 948 739
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0	2 332 968 710	1 210 364 549	1 210 364 549	3 028 594 713	3 028 594 713	18 903 049 645	18 403 049 645	5 183 847 162	5 183 847 162	30 656 824 779	30 158 824 779
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	0	519 179 440	256 726 673	256 726 673	7 690 000 000	7 690 000 000	11 723 826 627	9 723 826 627	2 619 000 000	2 619 000 000	22 818 732 940	20 818 732 940

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes													
Classification administrative		Classification Economique - Catégorie de dépense													
Section (Ministère ou Institution)		Charges financières dette		Dépenses de personnel		Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
				AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
34 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	0			342 223 440	758 553 090	758 553 090	2 363 000 000	2 363 000 000	9 243 669 805	8 243 669 805	791 249 514	791 249 514	13 498 695 849	12 498 695 849	
35 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'A	0			1 086 583 640	711 744 644	711 744 644	36 840 000 000	36 840 000 000	28 190 212 663	8 365 412 663	86 970 242 038	78 620 242 038	153 798 782 985	125 623 982 985	
38 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	0			1 142 604 156	659 488 777	659 488 777	6 802 653 470	6 802 653 470	445 266 295 835	91 064 653 981	27 011 979 000	27 011 979 000	481 883 021 238	126 701 379 384	
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	0			282 996 020	473 930 500	473 930 500	1 574 712 200	1 574 712 200	950 000 000	950 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	6 281 638 720	6 281 638 720	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innova	0			653 159 160	5 351 242 924	5 351 242 924	183 172 077 598	183 172 077 598	151 167 297 055	36 269 090 599	53 143 716 201	53 143 716 201	393 487 492 938	278 589 286 482	
83 Ministère des Mines et de la Géologie	0			440 854 550	473 596 802	473 596 802	1 974 630 000	1 974 630 000	1 261 020 903	1 261 020 903	3 000 000 000	3 000 000 000	7 150 102 252	7 150 102 252	
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Ter	0			709 850 810	562 450 965	562 450 965	24 915 000 000	24 915 000 000	15 185 000 000	15 185 000 000	84 885 514 286	84 885 514 286	126 257 816 061	126 257 816 061	
Totaux	350 000 000 000	1 037 000 000 000	366 046 528 942	366 046 528 942	1 046 356 471 058	1 046 356 471 058	3 569 281 918 001	947 673 023 124	1 157 213 532 523	306 118 093 701	7 525 898 450 524	4 553 194 116 825			

ANNEXE VIII : TABLEAU MATRIciel CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DU BUDGET GENERAL

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général			Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative			Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total	
10 Dette Publique	AE	350 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350 000 000 000	
	CP	350 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350 000 000 000	
21 Présidence de la République	CP	55 527 687 107	600 421 589	0	19 178 853 800	0	250 000 000	0	5 000 000 000	0	127 500 000	0	80 684 462 496	
	AE	55 527 687 107	600 421 589	0	20 145 943 013	0	250 000 000	0	5 000 000 000	0	127 500 000	0	81 651 551 709	
22 Assemblée Nationale	CP	17 265 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 265 015 137	
	AE	17 265 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 265 015 137	
24 Conseil Economique Social et Environnemental	CP	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284	
	AE	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284	
25 Conseil Constitutionnel	CP	0	0	1 233 583 600	0	0	0	0	0	0	0	0	1 233 583 600	
	AE	0	0	1 233 583 600	0	0	0	0	0	0	0	0	1 233 583 600	
27 Cour Suprême	AE	0	0	2 506 782 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 506 782 000	
	CP	0	0	2 506 782 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 506 782 000	
28 Cour des Comptes	AE	0	0	9 441 013 666	0	0	0	0	0	0	0	0	9 441 013 666	
	CP	0	0	9 441 013 666	0	0	0	0	0	0	0	0	9 441 013 666	
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	CP	8 550 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 550 000 000	
	AE	8 550 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 550 000 000	
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	AE	26 536 615 659	0	0	3 191 251 224	0	0	3 500 000 000	0	2 423 943 000	1 400 000 000	0	37 051 809 883	
	CP	20 554 019 292	0	0	3 191 251 224	0	0	3 500 000 000	0	2 423 943 000	1 400 000 000	0	31 079 213 516	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1.2.3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
31 Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	CP	56 153 812 787	0	307 775 180	0	0	0	0	3 233 730 000	300 000 000	546 000 000	64 850 000	70 606 167 967
	AE	56 153 812 787	0	307 775 180	0	0	0	0	3 233 730 000	300 000 000	546 000 000	64 850 000	70 606 167 967
32 Ministère des Forces Armées	CP	1 000 000 000	250 735 115 186	1 986 180 102	0	19 065 000	955 000 000	13 524 231 510	0	950 663 532	1 009 878 440	0	270 180 133 820
	AE	1 000 000 000	415 922 210 633	1 986 180 102	0	19 065 000	955 000 000	13 524 231 510	0	950 663 532	1 009 878 440	0	435 357 229 267
33 Ministère de l'Intérieur	CP	38 709 572 007	378 000 000	122 909 927 900	250 000 000	0	0	22 546 600	0	0	37 521 000	0	162 307 567 507
	AE	38 709 572 007	91 977 039 666	165 885 622 170	12 000 000 000	0	0	22 546 600	0	0	37 521 000	0	308 632 301 443
34 Ministère de la Justice	AE	0	0	73 670 157 543	34 981 823	0	0	145 021 924	0	1 564 970 850	3 283 490 419	4 800 000	78 703 422 559
	CP	0	0	73 670 157 543	34 981 823	0	0	145 021 924	0	1 564 970 850	3 283 490 419	4 800 000	78 703 422 559
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	CP	5 430 250 547	0	0	0	0	500 000 000	0	0	0	29 953 545	0	5 960 214 092
	AE	6 190 347 437	0	0	0	0	500 000 000	0	0	0	29 953 545	0	6 720 310 982
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	CP	0	0	500 000 000	4 351 312 612	0	0	100 000 000	0	0	944 039 312	0	5 895 351 924
	AE	0	0	500 000 000	4 351 312 612	0	0	100 000 000	0	0	944 039 312	0	5 895 351 924
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	CP	0	0	247 565 000	41 086 414 239	0	0	0	0	89 764 837	7 786 000	3 478 000	41 435 009 126
	AE	0	0	247 565 000	120 382 011 553	0	0	0	0	89 764 837	7 786 000	3 478 000	120 730 606 440
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	CP	0	0	0	285 589 586 840	400 000 000	0	0	0	140 000 000	29 943 000	0	286 159 529 840
	AE	0	0	0	1 043 609 213 074	400 000 000	0	0	0	140 000 000	29 943 000	0	1 044 179 156 074
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	AE	0	0	0	463 398 101 201	0	0	0	0	372 897 257	16 757 000	104 000 000	463 891 755 458
	CP	0	0	0	179 020 410 854	0	0	0	0	372 897 257	16 757 000	104 000 000	179 514 065 111

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes	Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6		Classification Fonctionnelle - Division									
Classification administrative		Division	01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENTS ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
43 Ministère des Finances et du Budget	AE		207 479 656 118	0	3 450 000 000	60 125 932 158	0	14 423 638 525	0	0	1 549 323 323	413 436 727	0	287 441 986 851
	CP		173 606 984 198	0	2 100 000 000	42 144 217 618	0	14 423 638 525	0	0	1 549 323 323	413 436 727	0	234 237 600 391
44 Ministère du Pétrole et des Energies	CP		0	0	0	309 873 752 073	0	0	0	0	0	12 961 000	0	309 886 713 073
	AE		0	0	0	963 003 550 050	0	0	0	0	0	12 961 000	0	963 016 511 050
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	CP		0	0	0	19 360 715 816	0	2 956 382 791	0	0	0	13 417 300	0	22 330 495 907
	AE		0	0	0	19 360 715 816	0	4 296 829 209	0	0	0	13 417 300	0	23 670 962 325
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'hygiène publique	CP		8 820 910 839	0	1 066 466 683	50 000 000	55 171 362 696	20 031 618 415	0	1 046 295 978	0	26 234 765	0	86 212 889 376
	AE		13 820 910 839	0	1 066 466 683	50 000 000	55 171 362 696	20 031 618 415	0	1 046 295 978	0	26 234 765	0	91 212 889 376
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	CP		0	0	0	11 595 624 937	0	0	120 000 000	0	433 346 071	9 999 053	0	12 072 970 061
	AE		0	0	0	11 595 624 937	0	0	120 000 000	0	433 346 071	9 999 053	0	12 072 970 061
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	CP		0	0	0	33 020 478 496	1 405 066 156	0	0	0	122 187 876	10 000 000	0	34 561 762 528
	AE		0	0	0	145 663 018 708	1 405 066 156	0	0	0	122 187 876	10 000 000	0	147 204 302 741
50 Ministère de l'Éducation Nationale	AE		0	0	0	0	0	0	461 903 140	52 311 000	728 821 049 961	10 000 000	1 000 000	729 346 264 101
	CP		0	0	0	0	0	0	461 903 140	52 311 000	672 625 414 124	10 000 000	1 000 000	673 150 628 264
52 Ministère des Sports	AE		0	0	0	4 100 675 000	0	0	0	49 199 238 953	98 518 252	27 447 000	0	53 425 879 205
	CP		0	0	0	475 000 000	0	0	0	31 291 660 679	98 518 252	27 447 000	0	31 895 625 931
53 Ministère de la Culture et de la Communication	CP		0	0	0	0	0	2 000 000 000	0	29 114 350 429	351 962 000	13 546 000	0	31 479 858 429
	AE		0	0	0	0	0	30 000 000 000	0	33 713 617 148	351 962 000	13 546 000	0	64 084 125 148

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	CP	100 000 000	0	0	0	0	0	236 364 265 055	0	2 532 669 288	2 829 029 494	0	241 825 963 837
	AE	100 000 000	0	0	0	0	0	275 478 151 772	0	2 532 669 288	2 829 029 494	0	280 939 850 554
55 Ministère de la Jeunesse	AE	200 072 245	0	0	14 328 008 737	0	0	575 400 000	6 112 803 013	0	27 513 000	0	21 243 796 995
	CP	200 072 245	0	0	13 328 008 737	0	0	575 400 000	6 112 803 013	0	27 513 000	0	20 243 796 995
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	CP	0	0	0	18 159 731 543	19 638 401 538	300 000 000	0	0	53 452 240	10 000 000	0	38 161 585 321
	AE	0	0	0	18 159 731 543	19 638 401 538	300 000 000	0	0	53 452 240	10 000 000	0	38 161 585 321
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	2 658 537 800	22 643 579 232	0	25 302 117 032
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	5 658 537 800	41 899 645 470	0	47 558 183 270
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'insertion	CP	0	0	0	30 414 305 189	0	0	0	0	42 012 354 578	39 843 438	0	72 466 503 205
	AE	0	0	0	30 414 305 189	0	0	0	0	42 012 354 578	39 843 438	0	72 466 503 205
60 Charges non Réparties	CP	269 503 339 865	0	0	63 659 310 218	0	5 600 975 556	0	1 020 000 000	7 500 000 000	1 500 000 000	0	348 788 625 639
	AE	271 490 099 665	0	0	65 659 310 218	0	23 905 114 498	0	1 020 000 000	17 240 961 048	1 500 000 000	0	380 816 485 427
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	AE	18 272 001 520	0	0	7 871 947 219	0	0	0	1 290 000 000	0	0	0	27 433 948 739
	CP	18 272 001 520	0	0	7 871 947 219	0	0	0	1 290 000 000	0	0	0	27 433 948 739
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	AE	708 061 450	0	0	29 838 729 716	0	0	0	0	27 325 493	84 703 120	0	30 658 824 779
	CP	708 061 450	0	0	29 338 729 716	0	0	0	0	27 325 493	84 703 120	0	30 158 824 779
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	AE	0	0	0	22 538 006 940	0	0	0	80 726 000	0	200 000 000	0	22 818 732 940
	CP	0	0	0	20 538 006 940	0	0	0	80 726 000	0	200 000 000	0	20 818 732 940

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général			Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1.2.3.4.5.6								
Classification administrative			Classification Fonctionnelle - Division										
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	AE	570 863 000	0	0	11 700 111 469	0	0	0	0	0	1 227 721 380	0	13 498 695 849
	CP	570 863 000	0	0	10 700 111 469	0	0	0	0	0	1 227 721 380	0	12 498 695 849
65 Ministère des Collectivités Territoriales du Développement et de l'Aménagement des Territoires	AE	79 292 047 950	0	0	36 518 205 654	35 876 540 825	2 019 000 000	0	0	0	92 987 555	0	153 798 782 985
	CP	70 942 047 950	0	0	18 393 405 654	35 876 540 825	319 000 000	0	0	0	92 987 555	0	125 623 982 985
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	CP	272 443 698	0	0	7 904 651 640	58 391 634 051	59 932 804 304	0	0	0	196 840 691	0	126 701 379 384
	AE	272 443 698	0	0	7 904 651 640	351 874 920 285	121 631 159 924	0	0	0	196 840 691	0	481 883 021 238
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	CP	347 022 020	0	0	5 471 942 700	0	0	0	0	157 274 000	305 400 000	0	6 281 638 720
	AE	347 022 020	0	0	5 471 942 700	0	0	0	0	157 274 000	305 400 000	0	6 281 638 720
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	AE	200 000 000	0	0	29 494 233	102 940 000	0	0	0	392 989 594 737	165 463 963	0	393 487 492 938
	CP	200 000 000	0	0	29 494 233	102 940 000	0	0	0	278 091 388 281	165 463 963	0	278 589 286 482
83 Ministère des Mines et de la Géologie	AE	0	0	0	7 137 102 692	0	0	0	0	0	12 999 560	0	7 150 102 252
	CP	0	0	0	7 137 102 692	0	0	0	0	0	12 999 560	0	7 150 102 252
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	AE	0	0	0	47 302 700 768	0	0	0	0	0	78 955 115 293	0	126 257 816 061
	CP	0	0	0	47 302 700 768	0	0	0	0	0	78 955 115 293	0	126 257 816 061
TOTAUX :	AE	1 170 227 273 923	508 499 671 888	260 295 146 944	3 175 800 580 888	464 492 326 500	218 313 360 571	293 927 254 946	100 753 722 092	1 197 890 796 241	135 520 188 531	178 128 000	7 525 898 450 524
	CP	1 114 290 148 946	251 713 536 775	215 969 452 674	1 229 389 050 050	171 009 040 266	107 269 399 591	254 813 368 229	78 241 877 099	1 014 055 992 902	116 264 122 293	178 128 000	4 553 194 116 825

ANNEXE IX : TABLEAU MATRIciel CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DU BUDGET GENERAL

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général			Ressources internes et ressources externes													
Classification fonctionnelle			Classification Economique - Catégorie de dépense													
Division	Charges financières dette		Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants			Investissements exécutés par l'Etat			Transferts en capital			Total	
	AE/CP			AE/CP		AE	CP		AE	CP		AE	CP		AE	CP
01 SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	350 000 000 000		138 635 606 992	124 988 264 686		124 988 264 686	283 962 002 640		283 962 002 640	50 550 341 789		197 220 770 476	166 173 932 639		1 170 227 273 923	1 114 290 148 946
02 DEFENSE	0		136 833 565 165	57 284 907 283		57 284 907 283	4 014 988 289		4 014 988 289	38 231 455 038		110 412 425 618	15 346 621 000		508 496 671 888	251 713 536 775
03 ORDRE ET SECURITE PUBLICS	0		97 822 054 278	25 298 523 699		25 298 523 699	33 346 956 503		33 346 956 503	22 996 944 055		36 504 974 139	36 504 974 139		260 295 146 944	215 989 452 674
04 AFFAIRES ECONOMIQUES	0		26 093 876 746	16 385 957 425		16 385 957 425	356 530 348 623		356 530 348 623	2 226 711 684 094		550 078 714 000	353 620 795 440		3 175 800 580 888	1 229 389 050 050
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0		4 944 625 168	5 783 085 357		5 783 085 357	42 462 981 686		42 462 981 686	58 787 540 665		59 030 807 390	59 030 807 390		464 492 326 500	171 009 040 266
06 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0		1 719 054 680	1 780 490 180		1 780 490 180	16 695 384 257		16 695 384 257	57 445 720 893		47 929 908 523	29 624 769 581		218 313 360 571	107 259 399 591
07 SANTE	0		52 918 127 441	17 858 957 227		17 858 957 227	44 140 277 000		44 140 277 000	121 888 353 694		22 941 303 967	18 007 652 867		293 927 254 946	254 813 368 229
08 LOISIRS, CULTURE ET CULTE	0		3 659 541 760	17 532 815 943		17 532 815 943	24 714 798 279		24 714 798 279	21 514 721 117		12 486 266 719	10 820 000 000		100 753 722 092	78 241 877 099
09 ENSEIGNEMENT	0		589 613 577 118	94 385 357 762		94 385 357 762	210 027 800 998		210 027 800 998	72 344 516 379		71 326 561 691	67 704 740 645		1 197 890 796 241	1 014 055 992 902
10 PROTECTION SOCIALE	0		4 759 970 652	4 714 041 380		4 714 041 380	30 456 952 583		30 456 952 583	27 051 357 678		49 281 800 000	49 281 800 000		135 520 188 531	116 264 122 293
Credits dont la Classe n'est pas identifiée	0		0	74 128 000		74 128 000	0		0	104 000 000		0	0		176 128 000	176 128 000
Totaux	350 000 000 000	1 037 000 000 000	366 046 528 942	366 046 528 942	1 046 356 471 058	1 046 356 471 058	1 046 356 471 058	3 569 281 918 001	947 673 023 124	1 157 213 532 523	806 118 093 701	7 525 898 450 524	4 553 194 116 825			